



**BANQUE DE LA REPUBLIQUE  
DU BURUNDI**

**RAPPORT DU COMITE DE  
POLITIQUE MONETAIRE**

**Premier trimestre 2016**

**Juin-2016**

<b>RESUME ANALYTIQUE .....</b>	<b>3</b>
<b>1. ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE INTERNATIONAL .....</b>	<b>5</b>
1.1. Croissance du PIB mondial.....	5
1.2. Commerce mondial.....	7
1.3. Evolution des prix dans le monde .....	8
1.4. Politique monétaire dans les pays développés.....	9
1.5. Principaux indicateurs macroéconomique des pays de la CAE.....	10
<b>2. CONJONCTURE ECONOMIQUE ET FINANCIERE DU BURUNDI .....</b>	<b>13</b>
2.1. Production et prix .....	13
2.2. Secteur extérieur.....	15
2.2.1. Commerce extérieur.....	15
2.2.2. Balance des paiements.....	16
2.2.3. Avoirs extérieurs.....	17
2.2.4. Marché Interbancaire de Devises et taux de change .....	18
2.3. Finances publiques.....	18
2.4. Secteur monétaire .....	22
2.4.1. Politique monétaire.....	22
2.4.2. Réserves des banques et taux d'intérêts.....	23
2.4.3. Base monétaire.....	26
2.4.4. La masse monétaire et ses contreparties.....	28
2.5. Situation du secteur bancaire et stabilité financière .....	29
2.5.1. Activité du secteur bancaire .....	30
2.5.2. La qualité du portefeuille crédit .....	31
2.5.3. Adéquation du capital .....	33
2.5.4. La rentabilité du secteur bancaire.....	34
<b>3. CONCLUSION ET MESURES DE POLITIQUE MONETAIRE .....</b>	<b>35</b>

## LISTE DES ACRONYMES

<b>AEN</b>	: Avoirs Extérieurs Nets
<b>AIN</b>	: Avoirs Intérieurs Nets
<b>BCE</b>	: Banque Centrale Européenne
<b>BIF</b>	: Franc Burundi
<b>BRARUDI</b>	: Brasserie du Burundi
<b>BRB</b>	: Banque de la République du Burundi
<b>CAE</b>	: Communauté de l’Afrique de l’Est
<b>FED</b>	: Réserve Fédérale Américaine
<b>FMI</b>	: Fonds Monétaire International
<b>INSEE</b>	: Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques
<b>IPC</b>	: Indice des Prix à la Consommation
<b>ISTEEBU</b>	: Institut de Statistiques et d’Etudes Economiques du Burundi
<b>KES</b>	: Shilling Kenyan
<b>M2, M3</b>	: Masse Monétaire
<b>MBIF</b>	: Million de Francs Burundi
<b>Mds</b>	: Milliards
<b>MID</b>	: Marché Interbancaire de Devises
<b>MUSD</b>	: Millions de dollars américains
<b>OCDE</b>	: Organisation de Coopération et de développement Economiques
<b>OMC</b>	: Organisation Mondiale du Commerce
<b>P.C.</b>	: Pourcentage
<b>PIB</b>	: Produit Intérieur Brut
<b>Prév.</b>	: Prévisions
<b>Proj.</b>	: Projections
<b>REGIDESO</b>	: Régie de Production et de Distribution des Eaux et d’Electricité
<b>ROA</b>	: Return On Assets (Rendement des actifs)
<b>ROE</b>	: Return On Equity (Rendement des fonds propres)
<b>RWF</b>	: Franc Rwandais
<b>T</b>	: Tonne
<b>TZS</b>	: Shilling Tanzanien
<b>UGX</b>	: Shilling Ougandais
<b>USD</b>	: Dollar Américain

## RESUME ANALYTIQUE

Au premier trimestre 2016, la conjoncture économique mondiale a été marquée par le ralentissement de la croissance dans certains pays avancés, notamment aux Etats Unis et dans la plupart des pays émergents et en développement, surtout en Chine. L'inflation dans le monde a demeuré faible notamment dans l'ensemble des pays de l'OCDE, en liaison avec la chute des prix des matières premières, tandis qu'elle a augmenté dans les pays émergents et en développement, suite à la dépréciation des monnaies. La croissance du commerce mondial a été faible suite au ralentissement de l'activité économique en Chine.

La croissance attendue pour l'année 2016 serait modeste, en liaison avec la reprise modérée dans les pays avancés, au ralentissement dans les pays émergents et aux chocs liés aux conflits géopolitiques, et au terrorisme.

Dans les pays de la Communauté de l'Afrique de l'Est (CAE), l'activité économique s'est améliorée, malgré une conjoncture internationale difficile, suite aux effets des investissements en infrastructures, à de bonnes productions industrielles et à la baisse des cours des produits pétroliers. L'inflation tend à la baisse dans tous les pays de la CAE au cours du premier trimestre 2016, en raison de la baisse des prix des produits alimentaires et aux faibles cours des produits pétroliers.

Au Burundi, l'activité économique a progressé, au premier trimestre 2016, dans les secteurs primaire et secondaire, mais a reculé dans le tertiaire. La production du café vert et du thé a augmenté, tandis que les activités et le trafic ont sensiblement chuté au port et à l'aéroport de Bujumbura. De même, l'indice de la production industrielle a chuté, en raison notamment de la fin de la campagne du sucre. Le taux de croissance annuel en 2016 est projeté à 0,7 contre -3,9 p.c. enregistré en 2015, en liaison avec la reprise attendue dans les secteurs secondaire et tertiaire. Le taux d'inflation a baissé au premier trimestre 2016 par rapport au trimestre précédent, en liaison avec le fléchissement des prix des produits non alimentaires.

Au premier trimestre 2016, le secteur extérieur a été caractérisé par une diminution des importations et une augmentation des exportations par rapport au même trimestre de l'année 2015. En conséquence, le déficit de la balance commerciale a diminué et le taux de couverture

des importations par les exportations a progressé de 8,4 points de pourcentage. Les réserves de change à la fin du premier trimestre 2016 ont davantage diminué, revenant à 1,6 mois contre 1,8 mois d'importations au trimestre précédent.

Les finances publiques au premier trimestre 2016 ont été marquées par une contraction des dépenses plus prononcée que celle des recettes par rapport au même trimestre de 2015, se traduisant par la réduction du déficit budgétaire.

Au cours du premier trimestre 2016, la Banque Centrale a poursuivi la mise en œuvre d'une politique monétaire accommodante dans un contexte de contraction budgétaire et de ralentissement de l'activité économique. A cet effet, elle a intensifié les opérations d'injection de liquidités pour encourager le secteur bancaire à financer l'économie.

Le secteur bancaire burundais ne montre pas encore de signes de reprise au premier trimestre de l'année 2016. Les activités de collecte de dépôts et d'octroi de crédits ont baissé et le portefeuille crédit s'est détérioré. Toutefois, le secteur bancaire reste rentable et dispose des fonds propres suffisants par rapport à la norme réglementaire d'adéquation du capital.

## 1. ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE INTERNATIONAL

### 1.1. Croissance du PIB mondial

Au premier trimestre 2016, la conjoncture économique mondiale a été caractérisée par une décélération de la croissance dans certains pays avancés et une persistance du ralentissement de l'activité économique dans la plupart des pays émergents et en développement, notamment en Chine.

Au premier trimestre 2016, la croissance de l'économie américaine a reculé, revenant de 1,4 p.c. au dernier trimestre 2015 à 0,5 p.c. en liaison avec la décélération des dépenses de consommation, le recul des investissements et la baisse des exportations pénalisées par l'appréciation du dollar américain. Par contre, l'économie japonaise a enregistré une croissance de 1,7 contre -0,3 p.c. sous l'effet de la hausse de la consommation privée et des exportations. De même, la zone euro a enregistré une progression de la croissance (0,6 contre 0,3 p.c.) en liaison avec la baisse du prix des matières premières qui a favorisé la consommation des ménages et l'investissement.

Dans les pays émergents et en développement, l'activité économique a ralenti au premier trimestre 2016 notamment en Chine, où le taux de croissance du PIB s'est établi à 1,1 contre 1,5 p.c. au trimestre précédent.

**Tableau 1: Evolution trimestrielle de la croissance économique**

	<b>4è trim 2015</b>	<b>1er trim 2016</b>
Etats-Unis	1,4	0,5
Zone Euro	0,3	0,6
Japon	-0,3	1,7
Royaume unis	0,6	0,4
Chine	1,5	1,1
<b>Source : OCDE, Statistiques mai 2016</b>		

Les perspectives économiques de 2016 montrent que la croissance mondiale devrait demeurer modeste, suite à la reprise économique modérée dans les pays avancés, au ralentissement dans les pays émergents et aux chocs liés aux conflits géopolitiques, au terrorisme et aux flux de réfugiés qui menacent quelques pays européens.

**Tableau 2: Production mondiale**

	2015	2016 (Proj.)	2017 (proj.)
<b>Taux de croissance du PIB Mondial</b>	<b>3,1</b>	3,2	3,5
<b>Pays avancés</b>	<b>1,9</b>	1,9	2,0
Etats-Unis	2,4	2,4	2,5
Zone Euro	1,6	1,5	1,6
Japon	0,5	0,5	-0,1
<b>Pays émergents et en développement</b>	<b>4,0</b>	4,1	4,6
Communauté des Etats Indépendants	-2,8	-1,1	1,3
Russie	-3,7	-1,8	0,8
Pays émergents et en développement d'Asie	6,6	6,4	6,3
Chine	6,9	6,5	6,2
Inde	7,3	7,5	7,5
Amérique latine et caraïbes	-0,1	-0,5	1,5
Brésil	-3,8	-3,8	0,0
Mexique	2,5	2,4	2,6
Afrique subsaharienne	3,4	3,0	4,0
Nigéria	2,7	2,3	3,5
Afrique du Sud	1,3	0,6	1,2

Source : FMI, Perspectives de l'économie mondiale, avril 2016

Dans les pays avancés, la croissance devrait rester modérée en 2016. Elle se stabiliserait à 2,4 p.c. aux Etats-Unis et à 0,5 p.c. au Japon et fléchirait dans la zone euro (1,5 contre 1,6 p.c.). La reprise est entravée notamment par la faible croissance de la productivité et les séquelles de la crise financière mondiale.

Les pays émergents et en développement continuent d'enregistrer un ralentissement de la croissance. Les perspectives de croissance sont très inégales selon les pays et restent généralement faibles par rapport aux cinq dernières années. En 2016, les projections montrent que le taux de croissance augmenterait légèrement par rapport à 2015, passant de 4,0 à 4,1 p.c. en liaison avec l'amélioration de l'activité économique dans certains pays.

En Afrique subsaharienne, la croissance devrait rester faible (3,0 contre 3,4 p.c.) suite principalement à l'environnement international défavorable. En effet, les pays exportateurs de produits de base souffrent de la baisse des prix tandis que les pays pré-émergents de la région subissent le durcissement des conditions financières à l'échelle mondiale. D'autres subissent les effets de l'instabilité politique et des phénomènes naturels comme El Nino.

## 1.2. Commerce mondial

Le commerce mondial devrait progresser plus lentement que prévu suite au ralentissement de l'activité économique en Chine dont la part dans les échanges mondiaux est considérable. Au premier trimestre 2016, la croissance du commerce mondial est estimée à 0,5 contre 0,7 p.c.<sup>1</sup> le trimestre précédent. Les perspectives de 2016 indiquent que le taux de croissance du commerce mondial en volume se maintiendrait à 2,8 p.c. comme l'année précédente.

**Tableau 3: Croissance du commerce mondial**

	2013	2014	2015	2016
<b>Croissance du commerce mondial des marchandises</b>	<b>2,4</b>	<b>2,8</b>	<b>2,8</b>	<b>2,8</b>
<b>Exportations</b>				
Economies développées	1,7	2,4	2,6	2,9
Economies en développement et émergentes	3,8	3,1	3,3	2,8
<b>Importations</b>				
Economies développées	-0,2	3,5	4,5	3,3
Economies en développement et émergentes	5,0	2,1	0,2	1,8
Source: OMC, avril 2016				

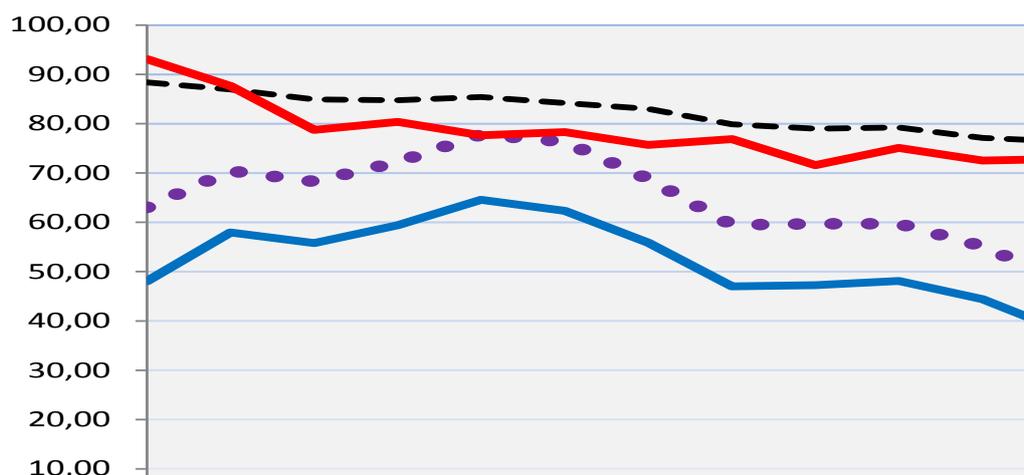
<sup>1</sup> INSEE : Mars 2016

### 1.3. Evolution des prix dans le monde

#### 1.3.1. Prix des matières premières

Au premier trimestre 2016, les prix des matières premières ont progressé par rapport à leur niveau de décembre 2015.

**Graphique 1: Prix des matières premières**



Source : Base de données de la Banque Mondiale

Les prix des matières premières ont continué à baisser au cours du premier trimestre 2016. Le cours du pétrole qui avait chuté depuis 2015 s'est légèrement redressé depuis le début de l'année 2016 pour se situer à 39,07 \$/bbl au mois de mars 2016. Toutefois, les prix moyens des matières premières restent en baisse par rapport à ceux du dernier trimestre 2015, soit 21,0 p.c. pour l'énergie et 2,0 p.c. pour les produits non énergétiques.

#### 1.3.2. Evolution de l'inflation

Le niveau d'inflation qui avait une tendance baissière a progressé au premier trimestre 2016 en liaison avec le redressement des prix des produits de base. Le taux d'inflation dans l'ensemble des pays de l'OCDE s'est établi à 0,98 contre 0,72 p.c. De même, le taux moyen d'inflation au premier trimestre 2016 s'est accru aux Etats Unis (1,08 contre 0,47 p.c.). Par contre l'inflation a fléchi au Japon (0,06 contre 0,26 p.c. le trimestre précédent) et dans la zone euro (0,04 contre 0,17 p.c.). Dans les pays émergents, le niveau d'inflation a augmenté par rapport au trimestre précédent dans plusieurs pays, notamment en Chine (2,13 contre 1,47 p.c.).

**Tableau 4: Evolution trimestrielle de l'inflation**

	<b>T1-2015</b>	<b>T4-2015</b>	<b>T1-2016</b>
Chine	1,2	1,47	2,13
Etats Unis	-0,06	0,47	1,08
Japon	2,28	0,26	0,06
Zone Euro	-0,32	0,17	0,04
<b>Ensemble OCDE</b>	<b>0,57</b>	<b>0,72</b>	<b>0,98</b>

En 2016, l'inflation globale pourrait continuer de fléchir dans les pays avancés (0,3 contre 1,4 p.c.) suite principalement à la baisse des prix du pétrole. Dans les pays émergents, l'inflation resterait inchangée (4,7 p.c.), la dépréciation considérable des monnaies observée dans certains pays pourrait être atténuée par le recul des prix des produits de base.

#### **1.4. Politique monétaire dans les pays développés**

Dans une conjoncture de croissance économique plus faible que prévu et de persistance de taux d'inflation faible, les banques centrales des pays avancés ont maintenu des politiques monétaires accommodantes au cours du premier trimestre 2016 pour stimuler davantage l'activité économique.

La FED a maintenu inchangé ses taux directeurs, relevés en décembre 2015, dans l'intervalle de 0,25 à 0,50 p.c. contre 0,0 à 0,25 précédemment. Par contre, la BCE a abaissé de 10 points de base, le taux de la facilité de dépôt (-0,40 contre -0,30 p.c.), de 5 points de base le taux d'intérêt des opérations principales de refinancement (0,0 contre 0,05 p.c.) et celui de la facilité de prêt marginal (0,25 contre 0,30 p.c.). La Banque Centrale du Japon a renforcé sa politique monétaire accommodante en adoptant des taux d'intérêt directeurs négatifs et d'autres mesures supplémentaires pour encourager la baisse des taux d'intérêt et stimuler l'investissement.

## 1.5. Principaux indicateurs macroéconomique des pays de la CAE

### 1.5.1. Croissance du PIB et inflation

L'activité économique des pays de la Communauté de l'Afrique de l'Est (CAE) s'est améliorée malgré une conjoncture économique internationale difficile en 2015, à l'exception du Burundi dont le taux de croissance est estimé à -3,9 p.c. Les performances réalisées par les autres pays sont attribuables notamment aux effets des investissements en infrastructures, à de bonnes productions industrielles et à la baisse des cours des produits pétroliers.

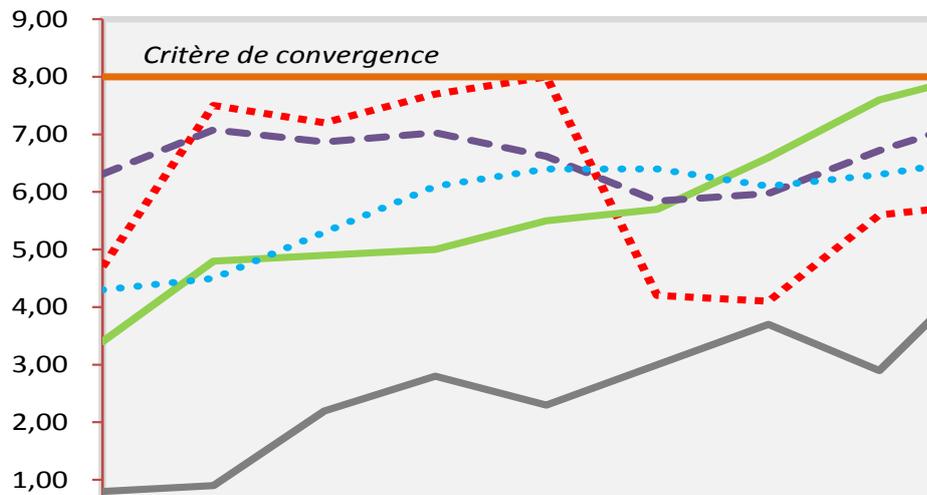
**Tableau 5 : Croissance du PIB**

	2012	2013	2014	2015	2016(prév.)
Burundi*	4,4	4,9	4,5	-3,9	0,7
Rwanda	8,8	4,7	7,0	6,9	6,3
Ouganda	2,6	4,0	4,9	5,0	5,3
Kenya	4,6	5,7	5,3	5,6	6,0
Tanzania	5,1	7,3	7,0	7,0	6,9
<b>Afrique Subsaharienne</b>	<b>4,3</b>	<b>5,2</b>	<b>5,1</b>	<b>3,4</b>	<b>3,0</b>

FMI, Perspectives Economiques Régionales : Afrique Subsaharienne, Avril 2016  
 \* Cadrage Macroéconomique du Burundi, mai 2016

En 2016, la croissance s'améliorerait dans tous les pays en raison principalement de faibles prix des produits pétroliers, des programmes d'investissements publics et privés, des politiques monétaires accommodantes, de l'amélioration continue des services financiers notamment par la téléphonie mobile et des effets de la reprise économique mondiale.

Les pressions inflationnistes observées au cours du deuxième semestre de 2015 se sont atténuées au premier trimestre 2016. La stabilité des prix est due essentiellement à la baisse des prix des produits alimentaires et aux faibles cours des produits pétroliers.

**Graphique 2: Inflation dans les pays de la Communauté de l'Afrique de l'Est**

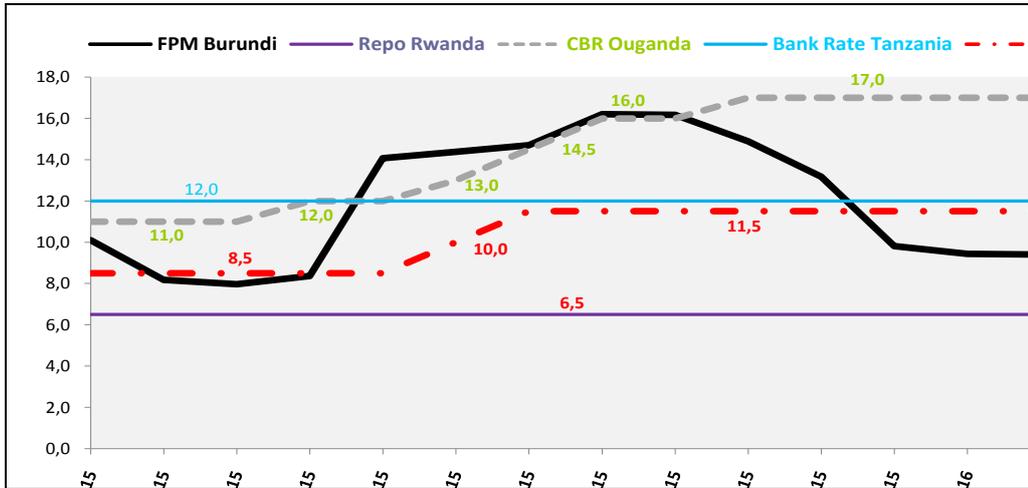
Cependant, des risques de dégradation des prix sont perceptibles eu égard aux fortes précipitations ou à la sécheresse dans différentes parties de la région liées au phénomène El Nino. De fortes pluies ont détruit des récoltes et des infrastructures économiques au Burundi, au Rwanda, pendant que la sécheresse a sévi dans certaines parties du Kenya, de la Tanzanie et de l'Ouganda, affectant négativement à la fois les productions agricoles et animales.

### 1.5.2. Taux d'intérêts et cours de change

Dans un contexte de faibles pressions inflationnistes, les banques centrales des pays de la CAE ont maintenu leurs taux directeurs appliqués à fin décembre 2015 à l'exception du Burundi où le taux de la facilité de prêt marginal a baissé de 12,6 à 9,3 p.c. d'un trimestre à l'autre.

Au cours du premier trimestre 2016, les banques centrales du Kenya, de la Tanzanie, de l'Ouganda et du Rwanda ont maintenu leurs taux directeurs à 11,5 p.c., à 12,0 p.c., à 17,0 p.c. et 6,5 p.c. respectivement comme au trimestre précédent.

**Graphique 3: Taux d'intérêt des banques centrales de la CAE**



Au Burundi, la poursuite de la politique monétaire accommodante consistant à intensifier les opérations d'injection de liquidité a entraîné une baisse des taux d'intérêt du marché monétaire en l'occurrence le taux de la facilité de prêt marginal qui est revenu de 12,63 à 9,35 p.c., en moyenne trimestrielle.

Par rapport au même trimestre de 2015, les monnaies des pays membres de la CAE ont subi de fortes dépréciations par rapport au dollar américain. Les shillings ougandais et tanzanien ont subi de fortes dépréciations de 19,39 et 20,75 p.c. respectivement en raison d'une forte appréciation du dollar américain sur le marché financier international alors que le franc Burundi s'est moins déprécié (4,77 p.c.) suite à la politique de stabilisation du taux de change prise par la Banque Centrale.

**Tableau 6 : Taux de change de l'USD par rapport aux monnaies de la CAE**

	<b>Burundi BIF/USD</b>	<b>Kenya KES/USD</b>	<b>Tanzanie TZS/USD</b>	<b>Uganda UGX/USD</b>	<b>Rwanda RWF/USD</b>
<b>Trim.1-15</b>	1 554,50	91,53	1 812,44	2 890,21	689,98
<b>Trim.4-15</b>	1 598,61	102,93	2 163,64	3 478,44	740,00
<b>Trim.1-16</b>	1 628,72	101,90	2 188,58	3 450,53	755,18
<b>Variation 1erTr.16- 1erTr.15</b>	<b>4,77</b>	<b>11,34</b>	<b>20,75</b>	<b>19,39</b>	<b>9,45</b>
<b>Variation 1erTr.16-4è Tr.15</b>	<b>1,88</b>	<b>-1,00</b>	<b>1,15</b>	<b>-0,80</b>	<b>2,05</b>

Source : BRB

D'un trimestre à l'autre, les shillings kenyans et ougandais se sont stabilisés pendant que le shilling tanzanien, le franc burundais et le franc rwandais ont subi de faibles dépréciations, suite principalement à la baisse des cours des produits pétroliers et aux actions des banques centrales sur le marché des changes.

## **2. CONJONCTURE ECONOMIQUE ET FINANCIERE DU BURUNDI**

### **2.1. Production et prix**

Comparé au trimestre correspondant de 2015, l'activité économique du premier trimestre a progressé dans les secteurs primaire et secondaire mais a reculé dans le tertiaire.

En effet, dans le secteur primaire, la production du thé sec s'est accrue de 24,3 p.c. par rapport au trimestre correspondant de 2015 et de 73,6 par rapport au trimestre précédent. Les prévisions de la production théicole pour toute l'année 2016 affichent une augmentation de 6,5 p.c., soit 11.211 contre 10.523 T. La récolte de café cerise s'est améliorée en raison de la bonne production de la campagne 2016/2017 qui est estimée 18.511 contre 17.454 T la campagne précédente, soit une progression de 6,1 p.c.

Dans le secteur secondaire, l'indice moyen pondéré de la production industrielle s'est accru de 1,1 p.c., passant de 108,9 à 110,0 en liaison essentiellement avec l'augmentation de la production dans les branches des industries alimentaires (+2,1 p.c.) et des matériaux de construction (+6,8 p.c.). Par rapport au trimestre précédent, l'indice a diminué de 19,8 p.c.,

revenant de 137,2 à 110,0 d'un trimestre à l'autre suite principalement à la fin de la campagne du sucre, les autres principales productions industrielles comme les boissons de la BRARUDI (4,8 p.c.), les cigarettes (20,9 p.c.) et les savons (4,3 p.c.) ayant augmenté.

La production intérieure d'énergie électrique de la REGIDESO a reculé de 10,7 p.c. par rapport au même trimestre de 2015, suite aux fortes pluies qui ont détruit le barrage de Ruvyironza et à la panne technique du barrage de Marangara. De même, par rapport au trimestre précédent, la production d'électricité a baissé de 2,5 p.c. Toutefois, la consommation d'électricité qui a progressé de 8,1 p.c. a été compensée par l'énergie importée.

Au niveau du secteur tertiaire, les activités du port de Bujumbura ont chuté de 25,4 p.c. par rapport au même trimestre de 2015 et ont fléchi de 16,4 p.c. d'un trimestre à l'autre. De même, le trafic à l'aéroport de Bujumbura a diminué, le nombre de passagers ayant décré de 18,2 p.c. par rapport au trimestre précédent et de 27,4 p.c. par rapport au trimestre correspondant de l'année précédente.

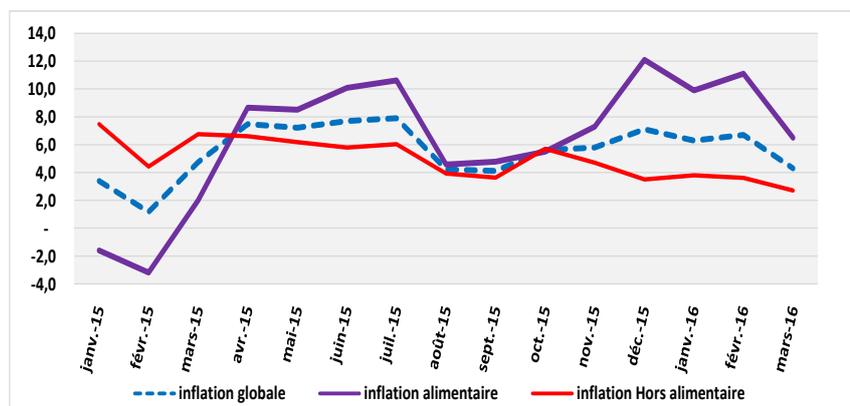
Les prévisions de l'année 2016 montrent que le taux de croissance du PIB devrait s'améliorer pour atteindre 0,7 contre -3,9 p.c. enregistré l'année précédente. Cette croissance serait tirée par la reprise dans les secteurs secondaire (1,0 contre -14,1 p.c.) et tertiaire (2,8 contre 2,0 p.c.).

**Tableau 7 : Taux de croissance du PIB réel et taux d'inflation au Burundi**

	2013	2014	2015	2016
<b>1. Croissance du PIB réel</b>	<b>4,9</b>	<b>4,5</b>	<b>-3,9</b>	<b>0,7</b>
Secteur primaire	8,4	3,7	-3,6	-2,7
Secteur secondaire	2,4	7,4	-14,1	1,0
Secteur tertiaire	2,8	4,4	2,0	2,8
<b>2. Inflation</b>	<b>7,9</b>	<b>4,4</b>	<b>5,6</b>	<b>7,5</b>

Source : Cadrage Macroéconomique du Burundi, mai 2016

Par rapport au dernier trimestre de 2015, l'inflation a baissé au premier trimestre 2016. En moyenne trimestrielle, le taux d'inflation est revenu de 6,2 à 5,8 p.c. en rapport avec le fléchissement des prix des produits non alimentaires (3,4 contre 4,6 p.c.), les prix des produits alimentaires ayant progressé (9,2 contre 8,3 p.c.). Comparé au même trimestre de 2015, le taux d'inflation a augmenté (5,8 contre 3,1 p.c.) suite à la hausse des prix des produits alimentaires (9,2 contre -0,9 p.c.), l'inflation non alimentaire ayant diminué (3,3 contre 6,2 p.c.).

**Graphique 4: Inflation par principales composantes**

Source : ISTEERU

Les prévisions annuelles de 2016 montrent que le niveau d'inflation pourrait s'établir à 7,5 contre 5,6 p.c. l'année précédente en raison de la baisse de la production vivrière et du renchérissement des produits importés.

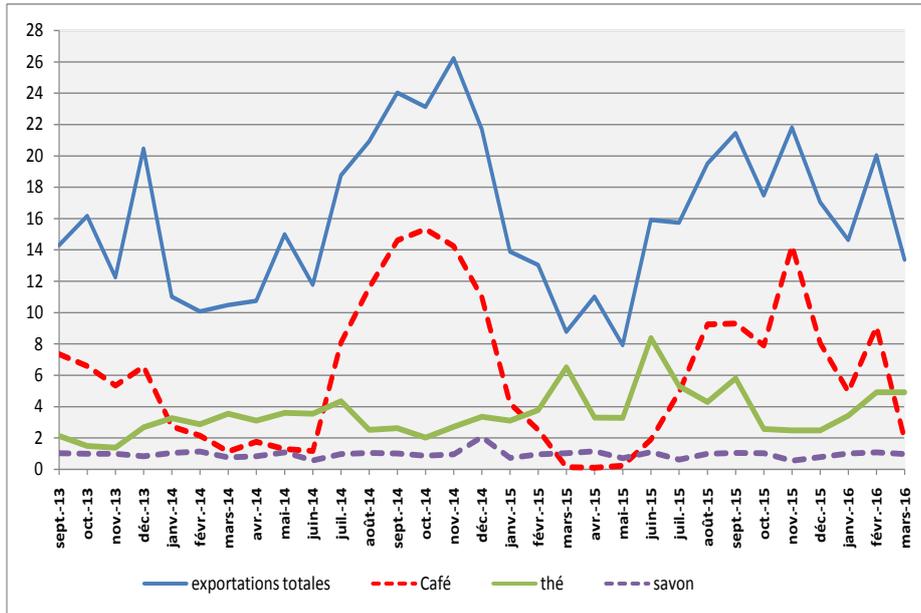
## 2.2. Secteur extérieur

### 2.2.1. Commerce extérieur

Au terme du premier trimestre 2016, le commerce extérieur a été caractérisé par une chute des importations (-168 623,5 MBIF) et par une augmentation des exportations (+8 240,0 MBIF) par rapport au même trimestre 2015.

Malgré qu'elle demeure déficitaire, la balance commerciale s'est ainsi améliorée (-227.285,7 contre -404.149,2 MBIF) et le taux de couverture des importations par les exportations a progressé, passant de 9,0 à 17,4 p.c.

La hausse des exportations est essentiellement liée à l'augmentation des exportations du café (+ 9.096,8 MBIF), de la bière (+456,3 MBIF), des cigarettes (+463,9 MBIF), de la farine de blé (+277,9 MBIF), des savons (+345,1 MBIF) et des autres produits manufacturés (+ 1.044,3 MBIF).

**Graphique 5: Principaux produits exportés (en Mds de BIF)**

Par rapport au trimestre précédent, les exportations ont diminué de 9.497,3 MBIF en raison de la contraction des exportations des produits primaires de 10.136,4 MBIF dont principalement le café. Les exportations des produits manufacturés ont par contre augmenté de 639,1 MBIF.

La diminution des importations a concerné les matières premières destinées aux industries métallurgiques (-6.238,3 MBIF) et à la construction (-1.645,3 MBIF), ainsi que les produits pétroliers (-9.239,1 MBIF), les biens d'équipement (-145.359,2 MBIF) et les biens de consommation (-18.752,4 MBIF).

Par rapport au trimestre précédent, les importations se sont contractées (-15.594,9 MBIF) en raison de la baisse des importations d'équipement (-11.085,7 MBIF) et de consommation (-4.987,7 MBIF), les biens de production ayant augmenté (+478,5 MBIF).

### 2.2.2. Balance des paiements

Au terme du premier trimestre 2016, la balance des paiements s'est soldée par un besoin de financement moins important que celui de la même période de 2015 (-166.633,5 contre -232.901,0 MBIF). Cet allègement du besoin de financement est dû à la diminution du déficit

courant (-186 897,1 contre -256 075,3 MBIF) consécutive à la baisse du déficit de la balance commerciale (-233.931,4 contre -406 989,1 MBIF), le solde des revenus secondaires ayant diminué (49.828,7 contre 150.246,2 MBIF).

### 2.2.3. Avoirs extérieurs

Au premier trimestre 2016, les avoirs extérieurs bruts ont diminué de 22,64 p.c. par rapport à fin décembre 2015, revenant de 265,78 MUSD à 205,6 MUSD et ils ont chuté de 51,74 p.c. par rapport au même trimestre de 2015.

**Tableau 8: Avoirs extérieurs en MUSD**

	FIN DU TRIMESTRE			VARIATION (en p.c.)	
	mars-15	déc-15	mars-16	Trimestrielle	Annuelle
BRB	302,9	136,43	94,06	-31,06	-68,95
<i>dont Réserves officielles*</i>	301,76	136,43	93,3	-31,61	-69,08
Banques commerciales	123,12	129,35	111,54	-13,77	-9,41
<b>Total</b>	<b>426,02</b>	<b>265,78</b>	<b>205,6</b>	<b>-22,64</b>	<b>-51,74</b>

\* Les avoirs extérieurs de la Banque Centrale déduits des provisions pour les crédits documentaires.

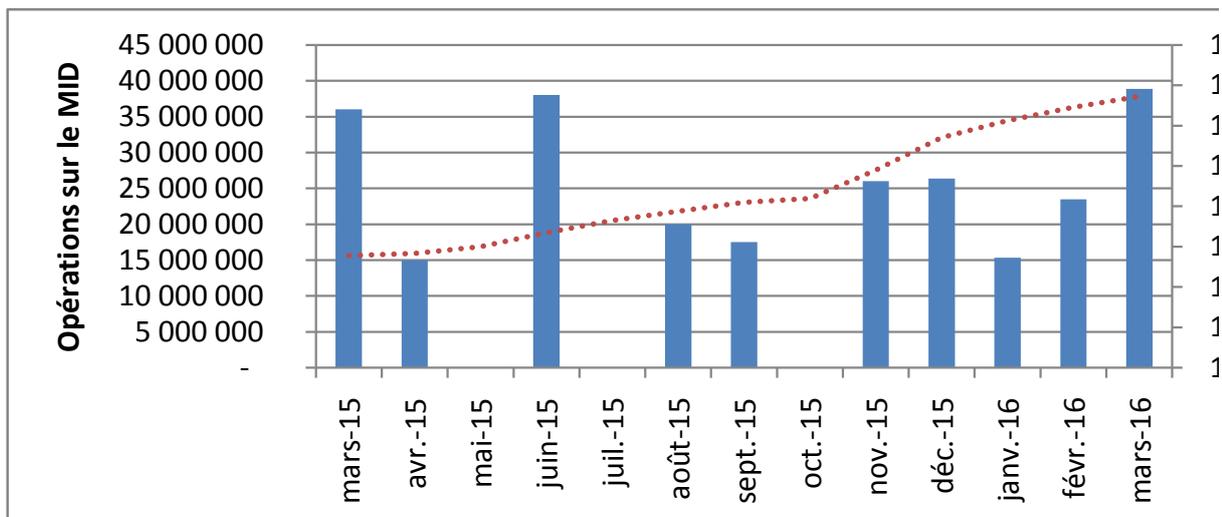
D'un trimestre à l'autre, les avoirs extérieurs de la BRB et des banques commerciales ont respectivement diminué de 31,06 et de 13,77 p.c. revenant de 136,43 à 94,06 MUSD et de 129,35 à 111,54 MUSD à fin mars 2016. En glissement annuel, ils ont aussi diminué de 68,95 et de 9,41 p.c. respectivement, revenant de 302,90 à 94,06 MUSD et de 123,12 à 111,54 MUSD à fin mars 2016.

Les réserves officielles à la fin du premier trimestre 2016 ont diminué de 31,61 p.c. par rapport au trimestre précédent, revenant de 136,43 à 93,30 MUSD, soit 1,6 mois d'importations contre 1,8 mois. Cette diminution des réserves est expliquée par la chute des appuis extérieurs.

### 2.2.4. Marché Interbancaire de Devises et taux de change

Au cours du premier trimestre 2016, la BRB a effectué des interventions sur le Marché Interbancaire de Devises (MID) pour un montant de 38,85 MUSD contre 52,35 MUSD au trimestre précédent, soit une diminution de 25,79 p.c. Pendant la même période de l'année 2015, la BRB est intervenue à hauteur de 50 MUSD, soit une diminution de 22,30 p.c.

**Graphique 6: Transactions sur le MID et taux de change du BIF/USD**



Source: BRB

Au premier trimestre 2016, aucune opération interbancaire en devises n'a été effectuée sur le MID. D'un trimestre à l'autre, le taux de change moyen trimestriel est passé de 1598,55 à 1628,72 BIF/USD, soit une dépréciation de 2,0 p.c.

### 2.3. Finances publiques

Comparé au trimestre précédent, les finances publiques au premier trimestre 2016, ont été marquées par une contraction des dépenses plus prononcée que la diminution des recettes, entraînant ainsi une réduction du déficit budgétaire.

**Tableau 9: Opérations financières de l'Etat**

	Evolution trimestrielle			
	2015			2016
	1er trim	3e trim	4e trim	1er trim
<b>A. RECETTES ET DONS</b>	<b>243 424,3</b>	<b>157 756,9</b>	<b>189 975,6</b>	<b>170 959,2</b>
a. Recettes	168 308,1	143 678,4	160 299,1	149 794,9
Recettes courantes	166 653,7	143 678,4	158 653,0	149 794,9
Recettes exceptionnelles	1 654,4	0,0	1 646,1	0,0
b. Dons	75 116,2	14 078,5	29 676,5	21 164,3
courants	52 028,8	0,0	0,0	0,0
en capital	23 087,4	14 078,5	29 676,5	21 164,3
<b>B. DEPENSES</b>	<b>282 934,7</b>	<b>210 148,4</b>	<b>270 208,8</b>	<b>223 351,9</b>
a. Dépenses courantes	223 904,1	175 761,9	217 090,3	172 679,8
Salaires	84 192,5	83 325,3	83 259,2	83 700,0
b. Dépenses en capital	59 030,6	34 386,5	53 118,5	50 672,1
Sur ressources nationales	24 930,7	19 390,1	20 629,2	7 990,0
Sur prêts et dons extérieurs	33 785,3	14 996,4	32 489,4	42 682,1
<b>SOLDE GLOBAL DONS COMPRIS (base engagée)</b>	<b>-39 510,4</b>	<b>-52 391,5</b>	<b>-80 233,2</b>	<b>-52 392,7</b>
<b>C. FINANCEMENT</b>	<b>39 510,4</b>	<b>52 391,5</b>	<b>80 233,2</b>	<b>52 392,7</b>
1. FINANCEMENT EXTERIEUR NET	1 124,5	-2 314,8	1 686,6	20 120,3
2. FINANCEMENT INTERIEUR NET	-27 107,5	119 323,5	153 411,3	68 610,1
D. Erreurs et omission	65 493,4	-64 617,2	-74 864,7	-36 337,7

Les recettes du premier trimestre 2016 ont connu une baisse de 6,6 p.c. par rapport au trimestre précédent, soit 149.794,9 contre 160.299,1 MBIF. Comparées à la même période de l'année précédente, les recettes ont aussi baissé de 11,0 p.c., revenant de 168.308,1 à 149.794,9 MBIF.

Par rapport au trimestre précédent, les dons ont enregistré un recul de 28,7 p.c., revenant de 29.676,5 à 21.164,3 MBIF au premier trimestre de 2016 en liaison avec le gel des dons courants et la diminution des dons en capital. Comparé au même trimestre de l'année précédente, le volume de dons a chuté de 71,8 p.c.

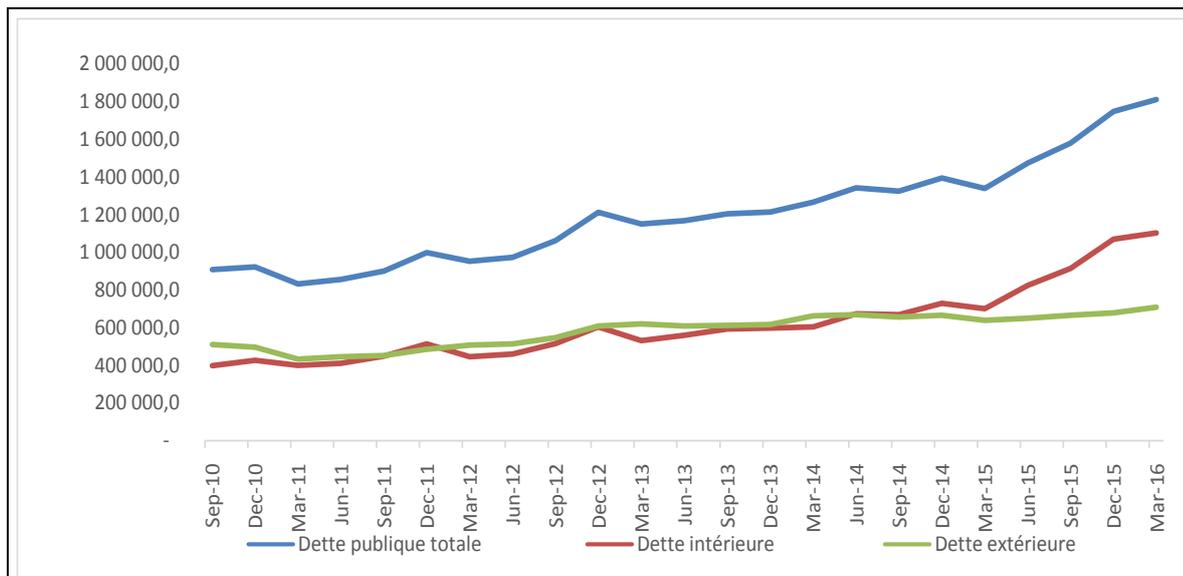
Par rapport au trimestre précédent, les dépenses publiques du premier trimestre 2016 ont baissé de 17,3 p.c., revenant de 270.208,8 à 223.351,9 MBIF. Cette diminution a principalement concerné les dépenses de fonctionnement (172.676,8 contre 217.090,3 MBIF) et dans une moindre mesure les dépenses d'investissement (50.672,1 contre 53.118,5 MBIF).

Par rapport au même trimestre 2015, les dépenses publiques du premier trimestre de 2016 se sont repliées de 21,1 p.c., revenant de 282.934,7 à 223.351,9 MBIF. Cette baisse a concerné aussi bien les dépenses courantes (-59.582,8 MBIF) que celles d'investissement (- 8.358,5 MBIF).

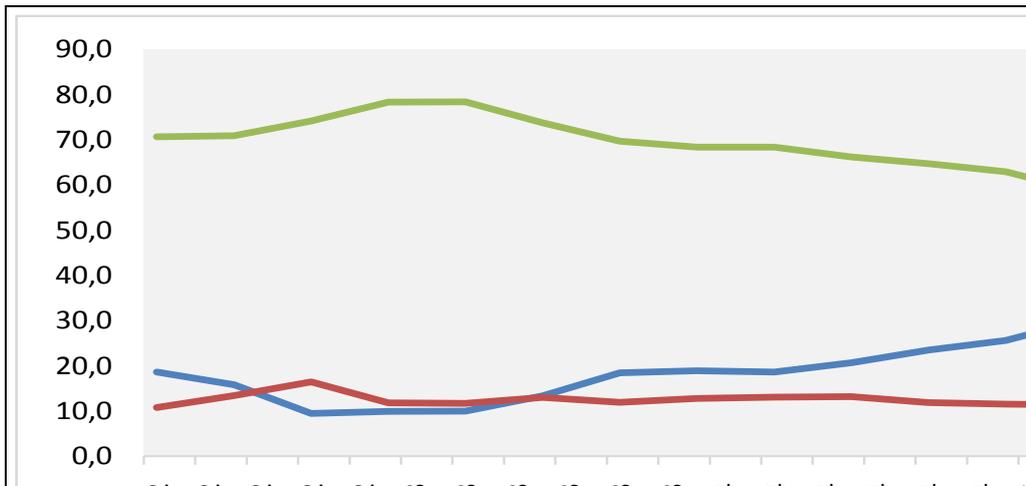
En comparaison avec le même trimestre de 2015, déficit budgétaire global du premier trimestre 2016 s'est approfondi, passant de -39.510,4 à -52.392,7 MBIF. Le financement dudit déficit a été réalisé par le concours des ressources internes (68.610,1 contre - 27.107,5MBIF) et externe (20.120,3 contre 1.124,5 MBIF).

La dette publique a augmenté de 170.412,9 MBIF, passant de 1.747.109,8 à 1.810.539,4 MBIF. Comparé au même trimestre 2015, le stock de la dette publique s'est accru de 471.893,5 MBIF, passant de 1.338.646,2 à 1.810.539,4 MBIF. Le ratio de la dette publique en pourcentage du PIB représente 37,9 contre 29,4 p.c. la même période de l'année précédente.

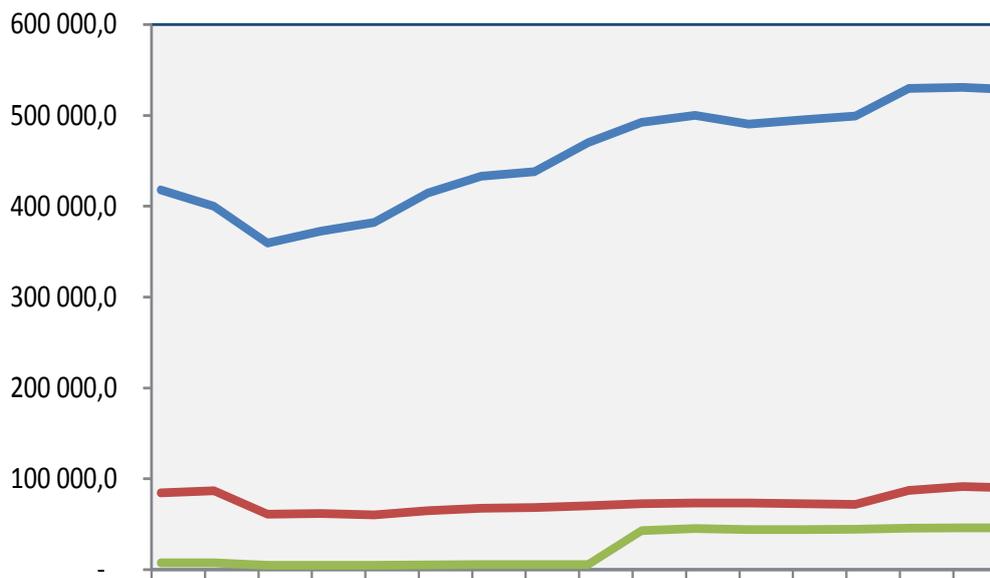
#### Graphique 7: Dette publique en MBIF



A la fin du premier trimestre 2016, la dette publique est constituée de 60,9 p.c. de dette intérieure et de 39,1 p.c. de dette extérieure.

**Graphique 8: Composition de la dette intérieure (en p.c.)**

La dette intérieure reste dominée par les créances envers la Banque Centrale (57,6 p.c.) et le reste (42,4 p.c.) envers le secteur bancaire et non bancaire.

**Graphique 9 : Composition de la dette extérieure par créanciers (MBIF)**

La dette extérieure est en grande partie composée de la dette multilatérale (78,8 p.c.) ; la dette bilatérale et des autres créanciers représentent respectivement 13,8 p.c. et 7,3 p.c.

## **2.4. Secteur monétaire**

### **2.4.1. Politique monétaire**

Au cours du premier trimestre 2016, la politique monétaire a été conduite dans un contexte de ralentissement de l'activité économique, marquée par une contraction budgétaire et une forte baisse de liquidité. Dans ce contexte, la Banque Centrale a poursuivi la mise en œuvre d'une politique monétaire accommodante très active pour fournir la liquidité nécessaire à l'économie. A cet égard, les mesures d'assouplissement des conditions de refinancement des banques prises en 2015 ont été maintenues. Ces mesures consistaient notamment en :

1. L'intensification des opérations d'appel d'offres d'apport de liquidité pour fournir aux banques une liquidité assortie des taux d'intérêt faibles, en augmentant à la fois le volume et la fréquence des interventions ;
2. L'introduction de nouvelles maturités de 14 et 28 jours pour les apports de liquidité, qui a permis d'injecter de la liquidité plus stable ;
3. La dérogation à l'article 10 de l'instruction relative à la constitution et à la gestion des garanties en couverture des prêts aux banques et établissements financiers, jusqu'au 30 septembre 2016, en vertu de laquelle les créances à moyen et long termes sur les entreprises non financières, présentées en refinancement, sont désormais analysées sur base de leurs tableaux d'amortissement en comparaison avec les encours figurant sur les états des risques, au lieu des états financiers des entreprises débitrices ;
4. La mobilisation des effets adossés aux créances en souffrance sur les hôtels, les industries de production, les hôpitaux, les écoles, les universités et les sociétés de la filière café, avec un nombre maximum d'incidents de paiement de douze (12) mois, jusqu'au 30 septembre 2016, pour les crédits dont l'encours est d'au moins 100 Millions de BIF.

Ces mesures ont permis de conforter la trésorerie des banques et ainsi, d'écarter tout risque éventuel d'illiquidité du système bancaire. En outre, les banques en refinancement ont été autorisées à continuer à souscrire aux titres du Trésor, ce qui a permis de maintenir animé le marché primaire des Titres du Trésor, et réduire le recours aux avances de la Banque Centrale.

#### **2.4.2. Réserves des banques<sup>2</sup> et taux d'intérêts**

Suite au ralentissement de l'activité économique observé en 2015, les réserves des banques sans interventions de la BRB au premier trimestre 2016 ont baissé ; revenant de 73,6 Mrds de BIF en moyenne hebdomadaire au quatrième trimestre 2015 à 35,5 Mrds. Par rapport au même trimestre 2015, elles étaient à 89,6 Mrds de BIF, soit une diminution de 60,3 p.c.

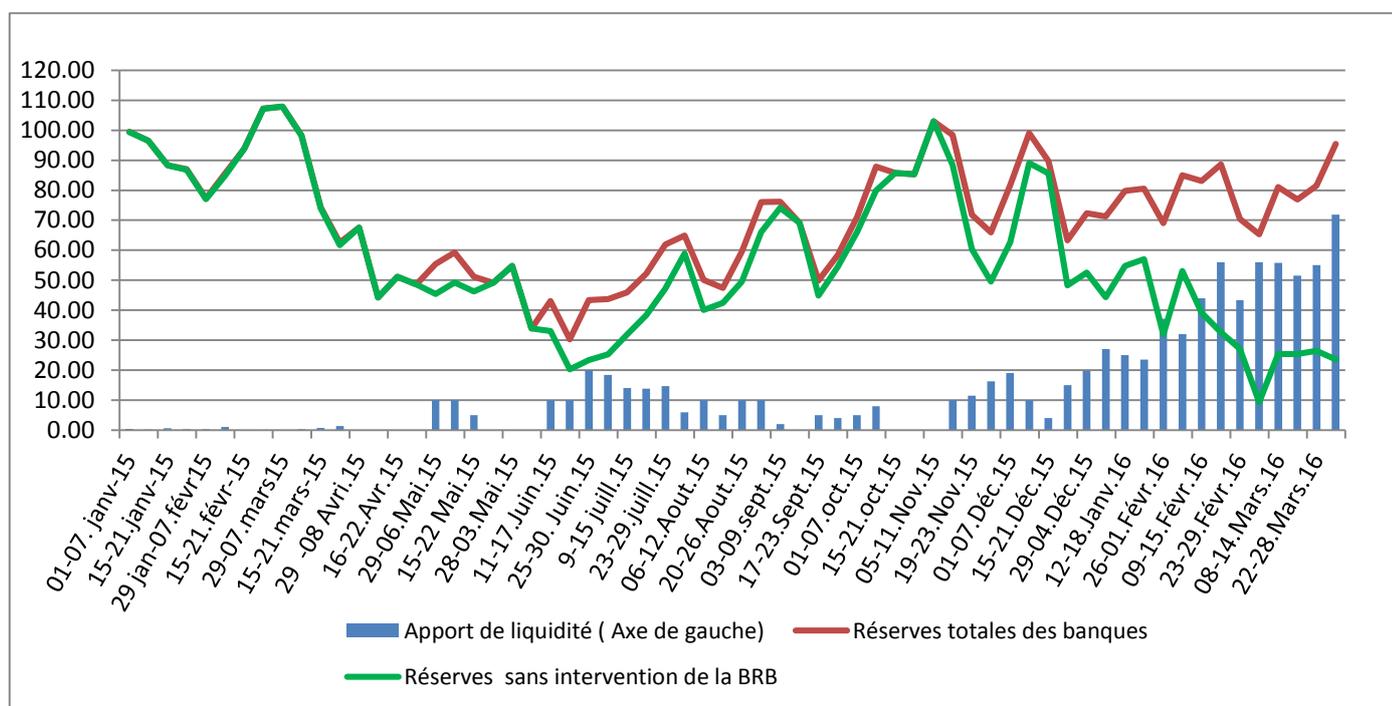
Pour faire face à cette baisse de la liquidité, la BRB a augmenté le volume des apports de liquidité. Ainsi, un montant de 42,1 Mrds de BIF en moyenne hebdomadaire a été injecté au premier trimestre 2016 contre 9,1 Mrds de BIF au quatrième trimestre 2015 et 0,4 Mrds de BIF à la même période de 2015.

En conséquence, les réserves totales des banques au premier trimestre 2016 se sont améliorées, s'établissant à 77,7 Mrds de BIF en moyenne hebdomadaire contre 82,7 Mrds au quatrième trimestre 2015 alors qu'elles avaient baissé jusqu'à 48.16 Mrds de BIF au deuxième trimestre 2015.

---

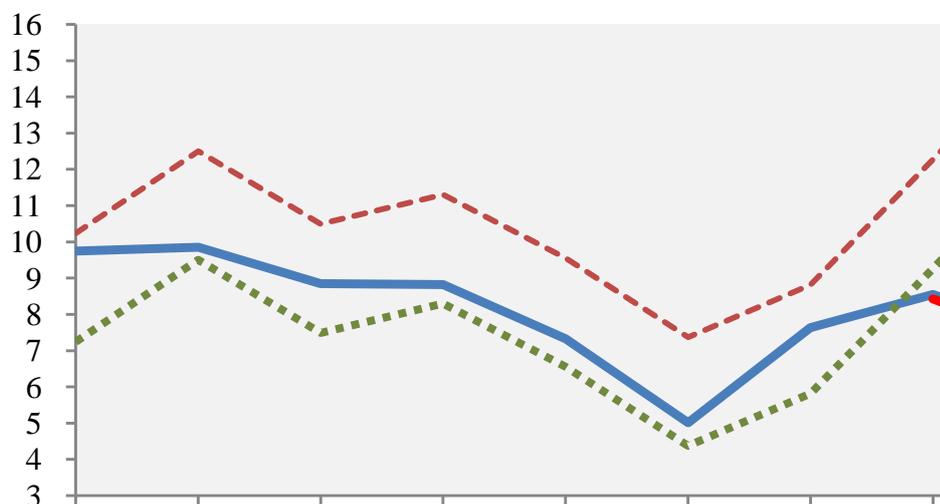
<sup>2</sup> Les réserves des banques correspondent aux dépôts des banques commerciales à la banque centrale déduction faite des interventions de celle-ci.

Graphique 10: Réserves des banques et interventions de la BRB (en MBIF)



Source : BRB

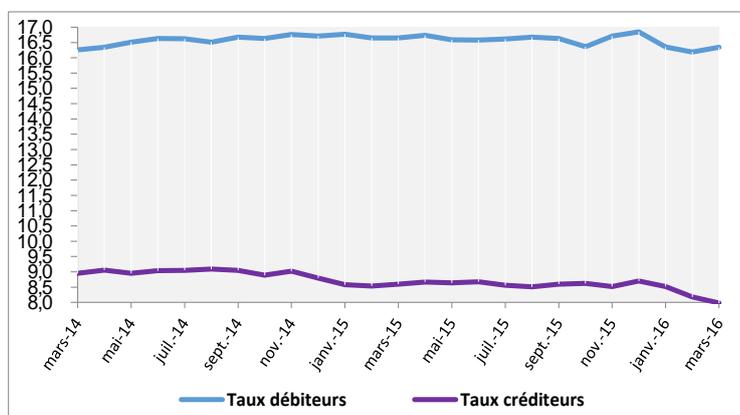
L'intensification des opérations d'injection de liquidité par la Banque Centrale a entraîné une baisse des taux d'intérêt du marché monétaire. En effet, le taux moyen pondéré trimestriel sur les apports de liquidité s'est établi à 3,37 contre 5,06 p.c. le trimestre précédent. Le taux moyen pondéré trimestriel du marché interbancaire est revenu de 6,53 à 5,13 p.c., et celui sur la facilité de prêt marginal de 12,63 à 9,35 p.c. Les taux sur les bons du Trésor à 13 semaines ont également diminué, revenant de 9,63 à 6,35 p.c. suite à l'augmentation des souscriptions des banques aux bons du Trésor à des taux faibles.

**Graphique 11: Taux d'intérêt du marché monétaire**

Source : BRB

Le taux moyen pondéré débiteur sur l'encours crédits n'a pas beaucoup varié (16,85 à 16,34 p.c.) entre le dernier trimestre 2015 et le premier trimestre 2016. En glissement annuel, le taux moyen pondéré débiteur sur les encours de crédit s'est aussi stabilisé, se fixant à 16,34 p.c. à fin mars 2016 contre 16,65 p.c. à fin mars 2015.

Le taux d'intérêt moyen pondéré sur les crédits distribués au mois de mars 2016 s'est accru par rapport à celui de décembre 2015, passant de 15,67 à 16,61 p.c. Les taux sur les crédits à court terme ont augmenté, passant de 15,85 à 17,23 p.c. tandis que ceux à long terme ont diminué, revenant de 13,64 à 11,90 p.c. Pour leur part, les taux sur les crédits à moyen terme se sont presque stabilisés (15,80 contre 15,50 p.c.).

**Graphique 12 : Taux moyens débiteurs et créditeurs**

Source : BRB

Le taux moyen pondéré créditeur a faiblement reculé, revenant de 8,70 à 7,98 p.c. Cette diminution s'explique par l'évolution contrastée des différentes catégories de dépôts. En effet, les taux moyens pondérés sur les dépôts à vue (3,69 contre 5,28 p.c.), sur les dépôts à terme (8,36 contre 9,03 p.c.) et sur les bons de caisse (8,12 contre 8,57 p.c.) se sont contractés tandis que celui sur les comptes sur livrets (8,33 contre 7,75 p.c.) s'est accru. Comparé au même trimestre 2015, le taux moyen pondéré créditeur s'est légèrement replié (7,98 contre 8,60 p.c.).

### 2.4.3. Base monétaire

Au premier trimestre de l'année 2016, la base monétaire a faiblement diminué (-0,4 p.c.), revenant de 324.508,2 MBIF à fin décembre 2015 à 323.262,0 MBIF. La diminution de la base monétaire a résulté de la contraction des avoirs extérieurs nets (-61.968,5 MBIF) plus importante que l'accroissement des avoirs intérieurs nets (+60.722,1 MBIF). La diminution des avoirs extérieurs nets est principalement liée au tarissement des apports extérieurs et aux interventions de la BRB sur le MID. L'augmentation des avoirs intérieurs nets s'explique principalement par l'accroissement des opérations d'apports de liquidité qui se sont accumulées au cours du trimestre (+52.050,0 MBIF).

**Tableau 10 : Composantes de la base monétaire et ses contreparties**

	mars-15	juin-15	sept-15	déc-15	mars-16
<b>Composantes</b>					
Billets et pièces en circulation	223 176,6	254 961,4	216 072,1	230 723,7	219 964,2
Dépôts des banques et microfinances	73 361,4	73 383,1	85 417,0	85 962,0	96 812,3
Dépôts des établissements financiers	1 878,3	2 089,9	3 810,3	2 209,5	2 734,9
Dépôts divers	4 380,9	4 060,5	9 014,6	5 613,0	3 750,6
<b>Total</b>	<b>302 797,2</b>	<b>334 494,9</b>	<b>314 314,0</b>	<b>324 508,2</b>	<b>323 262,0</b>
<b>Contreparties</b>					
Avoirs extérieurs nets	114 328,0	10 729,0	-78 248,5	-134 184,0	-196 152,5
Avoirs intérieurs nets	188 469,2	323 765,9	392 562,7	458 692,4	519 414,5
Créances nettes sur l'Etat	215 693,9	318 199,5	398 227,0	452 581,6	453 694,6
Autres postes nets	-27 224,7	5 566,4	-5 664,3	6 110,8	65 719,9

Source : BRB

Par rapport à la même période de 2015, la base monétaire s'est accrue de 6,8 p.c., passant de 302.797,2 à 323.262,0 MBIF. Cette augmentation s'explique par l'expansion des avoirs intérieurs nets (+330.945,3 MBIF ou 175,6 p.c.) plus importante que la contraction des avoirs extérieurs nets (-310.480,5 MBIF soit -271,6 p.c.).

L'accroissement des avoirs intérieurs nets a résulté principalement de l'augmentation des avances de la Banque centrale à l'Etat (+249.655,9 MBIF) et des opérations d'apports de liquidité aux banques commerciales (+70.671,1 MBIF).

La décroissance de la base monétaire au premier trimestre 2016 a été d'origine externe. En effet, les avoirs extérieurs nets ont contribué négativement (19,1 points de pourcentage) à cette baisse alors que les avoirs intérieurs nets y ont contribué positivement (18,7 points de pourcentage).

**Tableau 11 : Origine de la variation de la base monétaire à fin mars 2016**

	Par rapport à mars 2015	Par rapport à décembre 2015
Avoirs Extérieurs Nets (AEN)	-102,5	-19,1
Avoirs Intérieurs Nets (AIN)	109,3	18,7
dont: -Créances nettes sur l'Etat	78,6	0,3
-Autres postes nets	30,7	18,4
<b>Base monétaire</b>	<b>6,8</b>	<b>-0,4</b>

Par rapport au même trimestre 2015, la croissance de la base monétaire a été d'origine interne. En effet, les avoirs intérieurs nets ont contribué positivement (109,3 points de pourcentage) alors que les avoirs extérieurs nets ont exercé une influence négative (102,5 points de pourcentage).

#### 2.4.4. La masse monétaire et ses contreparties

Par rapport au trimestre précédent, la masse monétaire (M3) à fin mars 2016 s'est contractée de 3,6 p.c., revenant de 1.061.555,6 à 1.023.567,0 MBIF. Cette diminution a concerné à la fois l'agrégat monétaire M2 (-20.189,5 MBIF) et les dépôts en devises des résidents (-17.799,1 MBIF).

La contraction de la masse monétaire a résulté de la diminution des avoirs extérieurs nets (-84.873,7 MBIF), les avoirs intérieurs nets ayant augmenté (+46.885,1 MBIF) en raison principalement de l'accroissement des créances nettes sur l'Etat (+37.956,8 p.c.) et des créances sur l'économie (+6.186,3 MBIF).

**Tableau 12: La masse monétaire M3 et de ses contreparties (en MBIF)**

	mars-15	juin-15	sept-15	déc-15	mars 2016 (p)
M3	994 153,2	1 045 534,7	1 042 550,8	1 061 555,6	1 023 567,0
AEN	160 891,0	65 138,6	-33 244,6	-76 150,1	-161 023,8
AIN	833 262,2	980 396,1	1 075 795,4	1 137 705,7	1 184 590,8
Crédit intérieur	1 089 196,0	1 236 246,0	1 345 704,1	1 407 295,1	1 451 438,2
Créances nettes sur l'Etat	346 004,9	465 933,3	567 917,9	688 547,5	726 504,3
Créances sur l'économie	743 191,1	770 312,7	777 786,2	718 747,6	724 933,9
Autres postes nets	-255 933,8	-255 849,9	-269 908,7	-269 589,4	-266 847,4
<b>Variations par rapport au trimestre précédent</b>					
M3	-4,9	5,2	-0,3	1,8	-3,6
AEN	-10,9	-59,5	-151,0	129,1	111,5
AIN	-3,6	17,7	9,7	5,8	4,1
Crédit intérieur	-4,1	13,5	8,9	4,6	3,1
Créances nettes sur l'Etat	-10,1	34,7	21,9	21,2	5,5
Créances sur l'économie	-1,1	3,6	1,0	-7,6	0,9
Autres postes nets	-5,6	0,0	5,5	-0,1	-1,0

P: provisoire

Par rapport au même trimestre 2015, la masse monétaire (M3) a augmenté de 3,0 p.c., passant de 994.153,2 MBIF à 1.023.567,0 MBIF à fin mars 2016. Cet accroissement a concerné la composante M2 (59.759,3 MBIF) qui a contrebalancé la diminution des dépôts en devises des résidents (-30.345,5 MBIF).

L'augmentation de la masse monétaire est liée à l'expansion des avoirs intérieurs nets (+351.328,6 MBIF) plus importante que la contraction des avoirs extérieurs nets (-321.914,8 MBIF).

La contraction de la masse monétaire au premier trimestre 2016 a été d'origine externe. En effet, les avoirs extérieurs nets ont contribué négativement (8,0 points de pourcentage) alors que les avoirs intérieurs nets ont influencé positivement (4,4 points de pourcentage).

**Tableau 13 : Origine de la variation de la masse monétaire à fin mars 2016**

	Par rapport à mars 2015	Par rapport à décembre 2015
<b>Avoirs Extérieurs Nets (AEN)</b>	<b>-32,4</b>	<b>-8,0</b>
<b>Avoirs Intérieurs Nets (AIN)</b>	<b>35,4</b>	<b>4,4</b>
dont: -Crédit Intérieur	36,5	4,2
-Autres Postes Nets	-1,1	0,2
<b>Masse monétaire</b>	<b>3,0</b>	<b>-3,6</b>

Source : BRB

Par rapport au même trimestre 2015, la croissance de la masse monétaire au premier trimestre 2016 a été d'origine interne. En effet, les avoirs intérieurs nets ont contribué positivement (35,4 points de pourcentage) alors que les avoirs extérieurs nets ont exercé une influence négative (32,4 points de pourcentage).

## 2.5. Situation du secteur bancaire et stabilité financière

Au premier trimestre 2016, l'activité du secteur bancaire a été marquée par la baisse des dépôts et des crédits ainsi que la détérioration du portefeuille crédit. Toutefois, le secteur bancaire reste rentable et dispose des fonds propres suffisants par rapport à la norme d'adéquation du capital.

### **2.5.1. Activité du secteur bancaire**

Le total bilan des banques a augmenté de 16,0 p.c., passant de 1.461.821,7 MBIF au 31 décembre 2015 à 1.695.836,7 MBIF à fin mars 2016. Par rapport à la même période de 2015, le total bilan des banques et établissements financiers a augmenté de 9,8 p.c. passant de 1.544.253,8 à 1.695.836,7 MBIF à fin mars 2016. L'augmentation du bilan des banques a essentiellement résulté de l'accroissement de l'encours des titres du Trésor d'une part, et du recours plus accru au refinancement de la Banque Centrale d'autre part, alors que la collecte des dépôts a diminué et la distribution des crédits a stagné.

#### **2.5.1.1. Distribution des crédits**

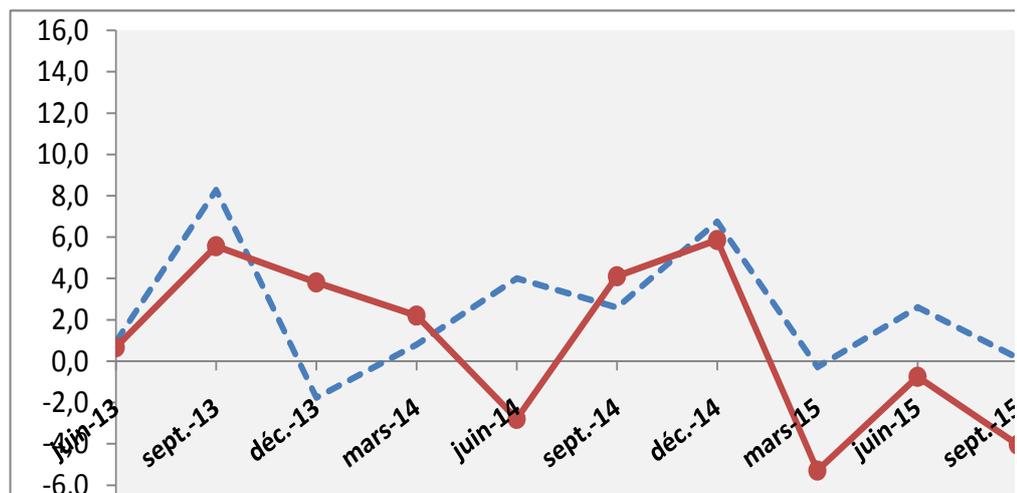
En glissement annuel, le volume des crédits des banques et établissements financiers a diminué de 3,3 p.c., revenant de 834.651,3 MBIF au 31 mars 2015 à 807.184,5 MBIF au 31 mars 2016. Comparé au dernier trimestre 2015, le volume des crédits a légèrement augmenté de 0,4 p.c., passant de 803.605,0 à 807.184,5 MBIF.

#### **2.5.1.2 Collecte des dépôts**

A fin mars 2016, les dépôts du secteur bancaire ont baissé de 1,2 p.c., par rapport au trimestre précédent, revenant de 993.066,9 MIBF à fin décembre 2015 à 981.207,6 MBIF. En revanche, par rapport à la même période de 2015, le volume des dépôts a augmenté de 9,0 p.c.

Les dépôts à court terme qui représentent 58,4 p.c. du montant global des dépôts, restent la principale ressource des établissements de crédit.

La tendance baissière des activités de distribution du crédit et de collecte de dépôts a perduré au dernier trimestre de 2015 où le taux de croissance des crédits est devenu négatif.

**Graphique 13: Taux de croissance de dépôts et des crédits**

Source : BRB

Le taux de croissance des dépôts qui était positif au quatrième trimestre 2015, s'est dégradé de 23,77 points de pourcentage au premier trimestre 2016, passant de 15,77 p.c. à -7,96 p.c. Comparé au même trimestre de 2015, le taux de croissance des dépôts s'est dégradé de 2,66 points de pourcentage, passant de -5,3 à -7,96 p.c. au premier trimestre 2016.

Le taux de croissance des crédits a augmenté 6,44 point de pourcentage au premier trimestre 2016, passant de -6,25 p.c. au trimestre précédent à 0,15 p.c. De même, par rapport au même trimestre de 2015, ce taux a augmenté de 0,44 points de pourcentage, passant de -0,29 p.c. à 0,15 p.c.

### 2.5.2. La qualité du portefeuille crédit

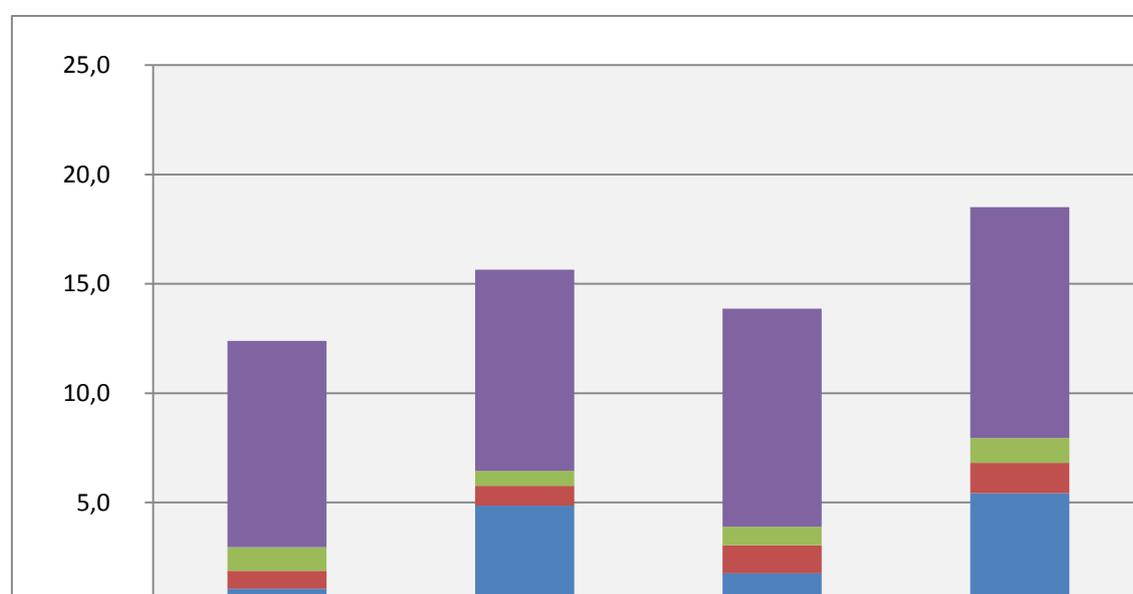
Le portefeuille crédit s'est davantage détérioré à fin mars 2016. En glissement annuel, le montant des créances impayées<sup>3</sup> a sensiblement augmenté (+82,5 p.c.), passant de 101.563,4 à 185.304,8 MBIF de fin mars 2015 à fin mars 2016. Par rapport au trimestre précédent, le volume des créances impayées a également augmenté de 45,0 p.c., passant de 127.802,0 à 185.304,8 MBIF.

<sup>3</sup> **Les créances impayées** englobent les classes de créances à surveiller, pré-douteuses, douteuses et compromises. Il s'agit des créances accusant au moins 1 jour de retard dans le remboursement.

De même, les prêts non performants<sup>4</sup> ont augmenté de 56,3 p.c. à fin mars 2016, passant de 93.819,9 à 146.601,3 MBIF d'une année à l'autre et le ratio des prêts non performants s'est accru de 10 points de pourcentage, passant de 11,2 à 21,1 p.c. au cours de la même période.

Comparé au trimestre précédent, le ratio des prêts non performants a augmenté de 4,5 points de pourcentage, passant de 16,6 p.c. à fin décembre 2015 à 21,1 p.c. à fin mars 2016. Cette augmentation s'explique en grande partie par la détérioration du portefeuille crédit suite au recul de l'activité économique.

#### Graphique 14: structure des créances impayées



Source : BRB

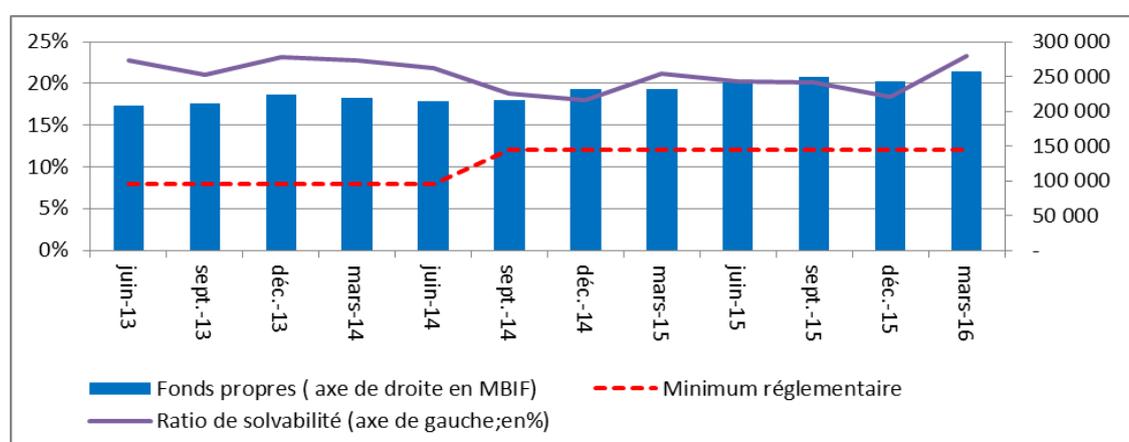
A fin mars 2016, une grande partie des créances impayées se trouve dans la classe des créances compromises, c'est-à-dire les créances ayant passé au moins douze mois sans remboursement. Les provisions pour créances impayées sont passées de 98.972,7 MBIF à fin décembre 2015 à 119.371,3 MBIF à fin mars 2016, soit une croissance de 20,6 p.c. En glissement annuel, les provisions constituées ont augmenté de 38,3 p.c., passant de 86.304,6 MBIF au 31 mars 2015 à 119.371,3 MBIF au 31 mars 2016.

<sup>4</sup> **Les prêts non performants** englobent les classes de créances pré-douteuses, douteuses et compromises. Il s'agit des créances accusant au moins 90 jours de retard dans le remboursement et donnent lieu à la constitution des provisions, ce qui a un impact négatif sur les fonds propres.

### 2.5.3. Adéquation du capital

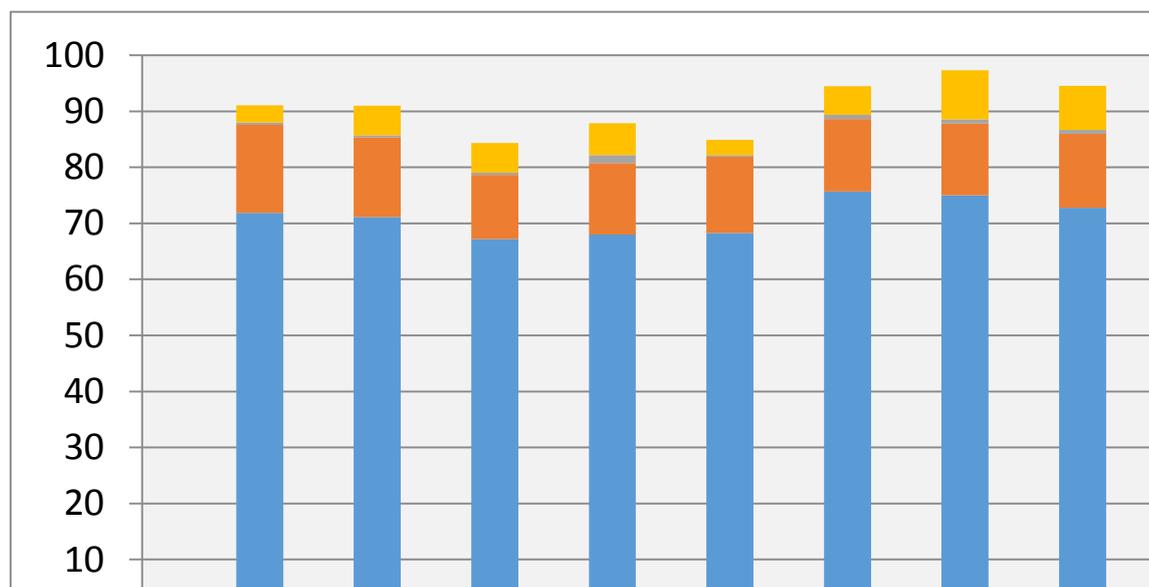
Le secteur bancaire reste bien capitalisé et dispose de fonds propres suffisants par rapport à la norme réglementaire de 12,0 p.c. Le ratio de solvabilité globale des établissements de crédit s'est établi à 23,3 p.c. à fin mars 2016, suffisamment au-dessus de la norme. D'un trimestre à l'autre, le ratio de solvabilité s'est amélioré de 5,0 points de pourcentage, passant de 18,4 à 23,3 p.c.

**Graphique 15 : Evolution des fonds propres**



Source : BRB

En glissement annuel, les fonds propres du secteur bancaire ont augmenté de 10,8 p.c., passant de 232.236,4 MBIF au 31 mars 2015 à 257.307,5 MBIF au 31 mars 2016. Comparé au dernier trimestre 2015, les fonds propres des banques et établissements financiers ont augmenté de 7,1 p.c., passant de 240.219,0 à 257.307,5 MBIF au premier trimestre 2016.

**Graphique 16: Composition des fonds propres du secteur bancaire**

Source : BRB

D'un trimestre à l'autre, le ratio des fonds propres de base a augmenté de 4,0 points de pourcentage, passant de 15,9 p.c. à fin décembre 2015 à 20,0 p.c. à fin mars 2016. Cette augmentation a conduit à une amélioration du ratio de levier<sup>5</sup>, qui est un nouvel indicateur de l'adéquation des fonds propres des banques. Ce dernier s'est établi à 14,6 p.c. à fin mars 2016, bien au-dessus du minimum réglementaire de 3,0 p.c. recommandé par le comité de Bâle.

#### 2.5.4. La rentabilité du secteur bancaire

En glissement annuel, le produit net bancaire s'est accru de 23,3 p.c., passant de 30.456,0 MBIF à fin mars 2015 à 37.542,4 MBIF à fin mars 2016. En revanche, le résultat net du secteur bancaire a baissé de 1,6 p.c., revenant de 6.208,3 à 6.110,4 MBIF au cours de la même période.

Le rendement moyen des actifs (ROA) a augmenté de 0,3 points de pourcentage, passant de 0,4 p.c. à fin mars 2015 à 0,7 p.c. à fin mars 2016 et le rendement des fonds propres (ROE) de 2,7 à 3,9 p.c. sur la même période.

<sup>5</sup> Le ratio de levier est obtenu par le rapport des fonds propres de base nets et le total actif.

### 3. CONCLUSION ET MESURES DE POLITIQUE MONETAIRE

Au premier trimestre 2016, la conjoncture économique mondiale a été marquée par le ralentissement de la croissance dans certains pays avancés, notamment aux Etats Unis et dans la plupart des pays émergents et en développement, surtout en Chine. L'inflation dans le monde a demeuré faible notamment dans l'ensemble des pays de l'OCDE, en liaison avec la chute des prix des matières premières, tandis qu'elle a augmenté dans les pays émergents et en développement, suite à la dépréciation des monnaies. La croissance du commerce mondial a été faible suite au ralentissement de l'activité économique en Chine.

La croissance attendue pour l'année 2016 serait modeste (3,2 contre 3,1 p.c.), en liaison avec la reprise modérée dans les pays avancés, au ralentissement dans les pays émergents et aux chocs liés aux conflits géopolitiques, et au terrorisme.

Dans les pays de la Communauté de l'Afrique de l'Est (CAE), l'activité économique s'est améliorée, malgré une conjoncture internationale difficile, suite aux effets des investissements en infrastructures, à de bonnes productions industrielles et à la baisse des cours des produits pétroliers. L'inflation tend à la baisse dans tous les pays de la CAE au cours du premier trimestre 2016, en raison de la baisse des prix des produits alimentaires et aux faibles cours des produits pétroliers.

Au niveau de la conjoncture économique nationale, l'activité économique a globalement progressé au premier trimestre bien qu'il y ait une évolution contrastée entre les secteurs de l'économie. La production du thé sec a augmenté de 24,3 p.c. par rapport au trimestre correspondant de 2015. La production du thé attendue pour toute l'année 2016 affichent une augmentation de 6,5 p.c., soit 11.211 contre 10.523 T. La campagne café a été clôturée avec le quatrième trimestre 2015. Toutefois, la campagne 2016/2017 montre une progression de la production de 6,1 p.c. ; la production du café vert passerait de 17.454 à 18.511 T en 2016.

Comparé au premier trimestre 2015, l'inflation en moyenne trimestrielle a augmenté au premier trimestre 2016 (5,8 contre 3,1 p.c.) suite au renchérissement des produits alimentaires (9,2 contre 8,3 p.c.).

En 2016, il est attendu une reprise de l'activité économique avec un taux de croissance de 0,7 contre -3,9 p.c. l'année précédente, en liaison avec l'amélioration de l'activité dans les secteurs secondaire et tertiaire. Le taux d'inflation est projeté à 7,6 contre 5,6 p.c. en 2015, en liaison avec l'appréciation du dollar américain et les conditions climatiques qui ne sont pas favorables, surtout pour la saison culturelle B.

Dans le secteur extérieur, les exportations du premier trimestre 2016 ont augmenté tandis que les importations ont diminué, se traduisant par un allègement du déficit de la balance commerciale. Les réserves de change qui couvrent 1,6 mois contre 1,8 mois d'importations le trimestre précédent, ont continué à s'effriter, suite aux faibles décaissements des transferts.

Les finances publiques ont été marquées, au premier trimestre 2016, par une contraction des dépenses plus prononcée que la diminution des recettes, se traduisant par une réduction du déficit budgétaire, financé par les ressources internes (68. 610 ,1 contre -27 107,5 MBIF) et externes (20 124,5 contre 1 124,5 MBIF à la même période 2015).

La Banque Centrale a poursuivi, au premier trimestre 2016, la mise en œuvre d'une politique monétaire accommodante, afin de fournir la liquidité nécessaire à l'économie. Les mesures d'assouplissement des conditions de refinancement prises en 2015 ont été maintenues et les opérations d'apports de liquidité ont été intensifiées.

Au cours de cette période, la base monétaire a diminué de 0,4 p.c. en liaison avec les avoirs extérieurs nets qui ont exercé un effet restrictif de 19,1 points de pourcentage, qui a contrebalancé l'effet expansif des avoirs intérieurs nets de 18,7 points de pourcentage.

Le secteur bancaire affiche une faible reprise au premier trimestre 2016 suite à la baisse du volume des dépôts et des crédits. Le portefeuille crédit s'est davantage dégradé mais le secteur bancaire reste bien capitalisé et le ratio de solvabilité de 23,3 p.c. demeure au-dessus du minimum réglementaire de 12,0 p.c. Le secteur bancaire est également rentable, le produit net bancaire s'est accru de 23,3 au cours du premier trimestre 2016.

Dans un contexte de ralentissement économique, de contraction budgétaire, de baisse de liquidité et de faible distribution du crédit à l'économie par le secteur bancaire, la Banque de la

République du Burundi poursuivra la mise en œuvre d'une politique monétaire accommodante afin de fournir aux banques la liquidité nécessaire pour financer l'économie.

Les actions de la Banque Centrale consisteront à :

1. Augmenter le volume des opérations hebdomadaires d'appel d'offres d'apport de liquidité jusqu'à ce que la liquidité bancaire atteigne le niveau adéquat;
2. Maintenir les échéances de 14 et 28 jours pour les apports de liquidité ;
3. Reconduire les mesures d'assouplissement des conditions de constitution et de gestion des garanties en couverture des prêts aux banques et établissements financiers ;
4. Poursuivre les interventions sur le marché des changes pour limiter les fluctuations de la monnaie nationale.

## ANNEXES

## Annexe 1: Tableau des ressources et des emplois (en MBIF)

	2011	2012	2013*	2014	2015	2016
<b>A. Milliards de francs Burundi (à prix courants)</b>						
1. SECTEUR PRIMAIRE	1034,9	1192,2	1462,7	1590,7	1634,5	1750,7
2. SECTEUR SECONDAIRE	417,6	530,2	594,2	665,1	605	650,3
3. SECTEUR TERTIAIRE	1071,3	1307,6	1373,4	1714	1803,2	1959,8
4. PIB AU COUT DES FACTEURS (1 + 2 + 3)	2523,7	3030	3430,3	3969,8	4042,7	4360,8
5. IMPOTS INDIRECTS MOINS SUBVENTIONS	295,8	335,9	382,2	438,6	412,8	410,8
6. PIB AUX PRIX DU MARCHE (4 + 5)	2819,5	3365,8	3812,5	4408,4	4455,5	4771,6
<b>B. Variations en p.c. (à prix constants) (3)</b>						
1. SECTEUR PRIMAIRE	-1,4	2,1	8,4	3,7	-3,6	-2,7
2. SECTEUR SECONDAIRE	1,9	5,3	2,4	7,4	-14,1	1,0
3. SECTEUR TERTIAIRE	7,0	7,0	2,8	4,4	2,0	2,8
4. P.I.B. AU COUT DES FACTEURS	3,1	5,0	4,6	4,7	-3,0	0,6
5. IMPOTS INDIRECTS MOINS SUBVENTIONS	12,8	-0,2	8,0	2,3	-11,2	1,6
6. PIB AUX PRIX DU MARCHE	4,0	4,4	4,9	4,5	-3,9	0,7
(*)	: Données provisoires à partir de 2013.					
(3)	: Base 2005.					

**Annexe 2 : Inflation par principales composantes au Burundi (en p.c.)**

<b>Mois</b>	<b>Inflation globale</b>	<b>Inflation alimentaire</b>	<b>Inflation Hors-alimentaire</b>
mars-14	3,8	1,0	6,1
avr-14	4,7	1,6	7,6
mai-14	3,4	1,7	4,7
juin-14	3,3	1,7	4,6
juil-14	3,1	1,1	4,6
août-14	5,9	0,9	8,1
sept-14	5,5	2,1	7,8
oct-14	3,5	1,7	6,4
nov-14	4,2	0,8	6,8
déc-14	3,8	-0,8	7,4
janv-15	3,5	-1,6	7,5
févr-15	1,2	-3,2	4,4
mars-15	4,7	2,0	6,7
avr-15	7,4	8,6	6,6
mai-15	7,2	8,5	6,2
juin-15	7,7	10,1	5,8
juil-15	7,9	10,6	6
août-15	4,2	4,6	3,9
sept-15	4,1	4,8	3,6
oct-15	5,6	5,5	5,7
nov-15	5,8	7,3	4,7
déc-15	7,1	12,1	3,5
janv-16	6,4	10	3,8
févr-16	6,7	11,1	3,6
mars-16	4,2	6,5	2,6

## Annexe 3 : Balance des paiements (en MBIF)

	2 010	2 011	2 012	2 013	2014	2015( p)
<b>A.BIENS</b>	<b>-414 956,7</b>	<b>-540 355,1</b>	<b>-831 383,8</b>	<b>-904 355,4</b>	<b>-809 449,3</b>	<b>-746 690,7</b>
Crédit	124 596,4	156 350,4	194 303,5	146 257,1	203 843,6	189 945,6
Débit	-539 553,1	-696 705,5	-1 025 687,3	-1 050 612,5	-1 013 292,9	-936 636,3
<b>B. SERVICES</b>	<b>-109 359,7</b>	<b>-127 581,2</b>	<b>-171 295,0</b>	<b>-160 015,6</b>	<b>-288 110,6</b>	<b>-269 735,0</b>
Crédit	97 834,1	140 839,7	133 913,3	204 087,6	121 398,4	92 832,1
Débit	-207 193,8	-268 420,9	-305 208,3	-364 103,2	-409 509,0	-362 567,1
<b>C. REVENUS PRIMAIRES</b>	<b>-13 375,7</b>	<b>-22 055,2</b>	<b>-9 384,4</b>	<b>2 775,1</b>	<b>-10 489,1</b>	<b>-3 706,7</b>
Crédit	1 389,1	9 409,6	16 479,9	21 709,0	21 829,7	22 451,4
Débit	-14 764,8	-31 464,8	-25 864,3	-18 933,9	-32 318,8	-26 158,1
<b>D. REVENUS SECONDAIRES</b>	<b>167 259,0</b>	<b>332 372,2</b>	<b>644 102,2</b>	<b>672 544,0</b>	<b>513 415,5</b>	<b>166 680,9</b>
Crédit	183 949,7	349 447,6	658 427,9	697 315,5	545 460,9	213 654,7
Débit	-16 690,7	-17 075,4	-14 325,7	-24 771,5	-32 045,4	-46 973,8
<b>I. BALANCE COURANTE (A+B+C+D)</b>	<b>-370 433,1</b>	<b>-357 619,3</b>	<b>-367 961,0</b>	<b>-389 051,9</b>	<b>-594 633,5</b>	<b>-853 451,5</b>
<b>II.FINANCEMENT (y compris Erreurs et Omissions)</b>	<b>370 433,1</b>	<b>357 619,3</b>	<b>367 961,0</b>	<b>389 051,9</b>	<b>594 633,5</b>	<b>853 451,5</b>
<b>1. COMPTE DE CAPITAL ET D'OPERATIONS FINANCIERES</b>	<b>374 336,5</b>	<b>335 069,4</b>	<b>360 355,6</b>	<b>388 981,0</b>	<b>585 655,8</b>	<b>843 197,4</b>
A. COMPTE DE CAPITAL	95 897,6	121 656,1	221 681,7	161 531,1	<b>126 554,6</b>	<b>87 336,6</b>
B. COMPTE DES OPERATIONS FINANCIERES	278 438,9	213 413,3	138 673,9	227 449,9	459 101,2	775 860,8
1 .INVESTISSEMENT DIRECTS	960,7	4 230,9	872,6	10 447,2	49 548,8	77 762,9
2. INVESTISSEMENTS DE PORTEFEUILLE	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	<b>0.0</b>
3. AUTRES INVESTISSEMENTS	289 487,8	202 307,0	212 673,7	234 856,9	416 527,0	405 897,4
3.1 Avoirs	-53 619,9	-59 037,4	-72 195,0	-71 296,0	-18 814,0	-32 017,8
3.2 Engagements	343 107,7	261 344,4	284 868,7	306 152,9	435 341,0	437 915,2
4. AVOIRS DE RESERVE	-12 009,6	6 875,4	-74 872,4	-17 854,2	-6 974,6	272 200,5
<b>2. ERREURS ET OMISSIONS</b>	<b>-3 903,4</b>	<b>22 549,9</b>	<b>7 605,4</b>	<b>70,9</b>	8 977,7	10 254,1
<b>(p): provisoire;(est.): estimation.</b>						
<b>Source : BRB</b>						

## Annexe 4: Opérations financières de l'Etat (en MBIF)

Période	Recettes	Dons	Recettes et Dons	Dépenses	Solde global
2005	176 658,2	103 000,0	279 658,2	299 135,9	-19 477,7
2006	183 029,0	104 612,5	287 641,5	318 611,0	-30 969,5
2007	201 614,6	161 664,8	363 279,4	393 193,6	-29 914,2
2008	260 160,3	137 501,8	397 662,1	439 441,8	-41 779,7
2009	309 780,9	103 578,0	413 358,9	539 572,0	-126 213,1
2010	393 170,0	238 073,1	631 243,1	673 537,6	-42 294,5
2011	474 526,7	204 362,7	678 889,4	768 962,4	-90 073,0
2012	550 780,0	154 949,5	705 729,5	825 482,6	-119 753,1
2013	566 995,8	274 662,0	841 657,8	953 819,7	-112 161,9
2013	302 027,9	100 993,4	403 021,3	521 046,3	-118 025,0
2014	663 212,0	213 828,5	877 040,5	1 059 286,0	-182 245,5
janv-15	56 596,8	7 077,8	63 674,6	63 955,3	-280,7
févr-15	44 280,4	8 965,7	53 246,1	125 689,5	-72 443,3
mars-15	67 430,9	59 072,7	126 503,6	93 290,0	33 213,6
avr-15	38 280,6	9 198,7	47 479,3	75 671,9	-28 192,6
mai-15	33 698,1	8 545,8	42 243,9	73 923,2	-31 679,3
juin-15	43 575,4	5 386,9	48 962,3	85 680,0	-36 717,7
juil-15	44 700,2	3 579,6	48 279,8	90 280,3	-42 000,5
août-15	43 214,8	7 420,1	50 634,9	54 005,2	-3 370,4
sept-15	55 763,4	3 078,8	58 842,2	65 862,8	-7 020,6
oct-15	45 667,9	5 352,5	51 020,4	122 703,2	-71 682,8
nov-15	45 319,8	13 069,2	58 389,0	90 740,8	-32 351,8
déc-15	69 311,4	11 254,8	80 566,2	56 764,8	23 801,4
janv-16	47 235,2	5 895,7	53 130,9	64 664,0	-11 533,1
févr-16	43 956,0	4 688,2	48 644,1	69 029,8	-20 385,7
mars-16	58 603,8	10 580,4	69 184,2	89 658,1	-20 473,9

**Annexe 5 : Dette publique (en MBIF)**

Période	BRB	Bons et Obl.	Dette intérieure Totale	Dette extérieure	Dette Publique Totale
mars-14	404 471,00	186 023,50	603 825,40	653 048,60	1 256 874,00
avr-14	409 906,30	215 257,68	643 338,18	648 263,00	1 291 601,18
mai-14	411 110,10	220 481,00	647 407,80	657 204,60	1 304 612,40
juin-14	434 035,20	220 451,60	673 164,30	658 888,70	1 332 053,00
juil-14	447 505,40	224 424,07	692 617,27	658 767,20	1 351 384,47
août-14	437 467,90	238 450,85	694 721,45	667 910,20	1 362 631,65
sept-14	421 409,40	228 790,77	668 954,17	660 946,20	1 329 900,37
oct-14	468148,1	224 259,80	711 012,50	657 139,70	1 368 152,20
nov-14	434687,3	225 519,80	678 536,80	655 824,20	1 334 361,00
déc-14	448063,6	230 040,00	730 117,70	656 563,70	1 386 681,40
janv-15	415348,9	234876,23	700 802,73	645972,8	1 346 775,53
févr-15	462738,1	226560,5	742 639,70	647955,8	1 390 595,50
mars-15	412400,5	236500,5	700 570,50	638793,8	1 339 364,30
avr-15	440 884,9	244945,9	735 771,40	640016,4694	1 375 787,87
mai-15	464 369,0	267078,3	780 510,90	656763,6496	1 437 274,55
juin-15	504 411,7	270 621,10	822 353,30	661361,3646	1 483 714,66
juil-15	505 143,9	279 646,90	833 302,30	658721,0544	1 492 023,35
août-15	541 329,4	275 468,00	864 989,30	663293,4383	1 528 282,74
sept-15	577 421,6	286 853,40	914 862,17	665001,7336	1 579 863,91
oct-15	602 681,6	304 366,04	961 782,55	665 748,48	1 627 531,03
nov-15	609 699,2	333 539,14	999 549,44	663 595,43	1 663 144,87
déc-15	641 724,6	377 885,90	1 069 551,80	677 558,04	1 747 109,83
janv-16	598 712,1	388 365,1	1 036 667,80	677 015,17	1 713 682,97
févr-16	626 840,4	402 426,2	1 077 581,50	686 920,77	1 764 502,27
mars-16	635 625,1	417 680,2	1 102 799,10	707 740,27	1 810 539,37

**Annexe 6 : Réserves des banques (en MBIF)**

<b>Période</b>	<b>Réserves des Banques</b>	<b>Interventions de la BRB</b>
mars-14	64 293	-19 030
avr-14	66 185	651
mai-14	74 685	0
juin-14	75 387	379
juil-14	69 180	242
août-14	70 873	0
sept-14	83 847	339
oct-14	93 761	114
nov-14	93 757	315
déc-14	88 847	685
janv-15	90 537	351
févr-15	91 457	640
mars-15	82 679	879
avr-15	44 467	18 720
mai-15	48 083	7 550
juin-15	30 769	14 285
Juillet-15	35 470	15 143
Août-15	48 833	8 488
Sept-15	61 437	4 627
Oct-15	80 802	6 799
Nov-15	74 503	14 171
Déc-15	64 798	13 853
Janv-16	50 811	27 081
Févr-16	33 179	43 958
Mars-16	28 715	51 349

**Annexe 7 : Taux d'intérêts du marché monétaire (en p.c.)**

<b>Mois</b>	<b>Marché interbancaire</b>	<b>Facilité de prêt marginal</b>	<b>Apport de liquidité</b>	<b>Reprise de liquidité</b>	<b>Bons du Trésor à 13 semaines</b>
mars-14	9,00	10,63	-	-	7,63
avr-14	9,42	11,87	-	-	8,87
mai-14	9,03	11,16	-	-	8,16
juin-14	8,01	10,88	-	-	7,88
juil-14	7,95	10,70	-	-	7,70
août-14	8,56	9,91	-	-	6,91
sept-14	5,44	8,05	-	-	5,05
oct-14	4,25	6,75	-	-	3,75
nov-14	4,07	7,41	-	-	4,41
déc-14	6,72	8,00	-	-	5,00
janv-15	7,50	10,29	-	-	7,29
févr-15	7,76	8,18	-	-	5,18
mars-15	7,63	7,97	-	-	4,97
avr-15	8,57	8,37	7,93	-	5,37
mai-15	8,04	14,07	8,27	-	11,07
juin-15	9,05	14,38	9,06	-	11,38
Juillet-15	7,37	14,85	7,03	-	11,85
août-15	6,61	16,34	7,10	-	13,34
sept-15	8,10	16,17	7,31	-	13,17
oct-15	7,03	14,89	7,43	-	11,89
nov-15	7,55	13,17	4,37	-	10,17
déc-15	5,00	9,82	3,40	-	6,82
Janv-16	5,00	9,44	3,46	-	6,44
Févr-16	5,00	9,41	3,38	-	6,41
Mars-16	5,40	9,21	3,27	-	6,21

## Annexe 8 : Principaux indicateurs d'activité du secteur bancaire au 31/03/2016

Rubriques	Banques commerciales			Etablissements financiers			Total secteur bancaire		
	31/03/2015	31/03/2016	Variation en %	31/03/2015	31/03/2016	Variation en %	31/03/2015	31/03/2016	Variation en %
<b>I. EMPLOIS</b>	<b>1 438 821,6</b>	<b>1 565 833,2</b>	<b>8,8</b>	<b>105 432,3</b>	<b>130 003,5</b>	<b>23,3</b>	<b>1 544 253,8</b>	<b>1 695 836,7</b>	<b>9,8</b>
<b>1. Principaux Emplois</b>	<b>1 209 146,3</b>	<b>1 255 640,6</b>	<b>3,8</b>	<b>92 349,8</b>	<b>97 884,0</b>	<b>6,0</b>	<b>1 301 496,1</b>	<b>1 353 524,6</b>	<b>4,0</b>
<b>A. Liquidité</b>	<b>462 305,6</b>	<b>539 060,6</b>	<b>16,6</b>	<b>4 578,6</b>	<b>7 279,5</b>	<b>59,0</b>	<b>466 884,2</b>	<b>546 340,1</b>	<b>17,0</b>
. Caisse	46 530,5	41 469,9	-10,9	5,5	30,0	449,8	46 535,9	41 499,9	-10,8
. B.R.B.	71 919,5	100 381,4	39,6	615,1	1 914,1	211,2	72 534,6	102 295,5	41,0
. Banques & Etablissements Financiers	187 203,2	100 226,3	-46,5	3 958,0	5 335,4	34,8	191 161,2	105 561,7	-44,8
. Bons et Obligations du Trésor	156 652,4	296 983,0	89,6	-	-	-	156 652,4	296 983,0	89,6
<b>B. Crédits</b>	<b>746 840,7</b>	<b>716 580,0</b>	<b>-4,1</b>	<b>87 771,2</b>	<b>90 604,5</b>	<b>3,2</b>	<b>834 611,9</b>	<b>807 184,5</b>	<b>-3,3</b>
. Court terme	351 500,6	465 859,2	32,5	11 333,6	6 796,9	-40,0	362 834,2	472 656,1	30,3
. Moyen terme	214 366,3	174 996,6	-18,4	31 398,7	40 396,5	28,7	245 765,0	215 393,1	-12,4
. Long terme	87 425,5	75 724,2	-13,4	35 702,0	43 411,1	21,6	123 127,5	119 135,3	-3,2
. Crédits bail	-	-	-	-	-	-	-	-	-
. Autres crédits	1 159,5	-	-100,0	162,3	-	-	1 321,8	-	-100,0
dont : Impayés	92 388,8	146 922,7	59,0	9 174,6	38 382,1	318,4	101 563,4	185 304,8	82,5
<b>2. Autres</b>	<b>229 675,2</b>	<b>310 192,6</b>	<b>35,1</b>	<b>13 082,5</b>	<b>32 119,5</b>	<b>145,5</b>	<b>242 757,7</b>	<b>342 312,1</b>	<b>41,0</b>
<b>II. RESSOURCES</b>	<b>1 438 821,6</b>	<b>1 565 833,2</b>	<b>8,8</b>	<b>105 432,3</b>	<b>130 003,5</b>	<b>23,3</b>	<b>1 544 253,8</b>	<b>1 695 836,7</b>	<b>9,8</b>
<b>1. Les Principales Ressources</b>	<b>975 408,4</b>	<b>1 135 001,3</b>	<b>16,4</b>	<b>20 495,1</b>	<b>50 252,0</b>	<b>145,2</b>	<b>995 903,5</b>	<b>1 185 253,3</b>	<b>19,0</b>
. Clientèle	882 367,7	935 160,7	6,0	17 995,1	46 046,9	155,9	900 362,8	981 207,6	9,0
. B.R.B.	-	73 203,5	0,0	2 000,0	-	-100,0	2 000,0	73 203,5	3 560,2
. Banques & Etablissements Financiers	93 013,7	130 698,4	40,5	500,0	4 205,1	741,0	93 513,7	134 903,5	44,3
dont : Résidents	13 437,8	82 823,6	516,3	500,0	4 205,1	741,0	13 937,8	87 028,7	524,4
<b>2. Autres</b>	<b>463 413,2</b>	<b>430 831,9</b>	<b>-7,0</b>	<b>84 937,2</b>	<b>79 751,5</b>	<b>-6,1</b>	<b>548 350,4</b>	<b>510 583,4</b>	<b>-6,9</b>
<b>III. Résultat Cumulé :</b>	<b>(821,9)</b>	<b>6 382,5</b>	<b>-876,6</b>	<b>72,4</b>	<b>373,4</b>	<b>415,7</b>	<b>(749,5)</b>	<b>6 755,9</b>	<b>-1 001,4</b>
. Résultat de l'exercice	6 714,1	9 746,5	45,2	86,1	373,4	333,7	6 800,2	10 119,9	48,8
. Dotations complémentaires	579,0	4 009,5	592,5	13,7	-	-	592,7	4 009,5	576,5
. Résultat net de l'exercice	6 135,1	5 737,0	-6,5	72,4	373,4	415,7	6 207,5	6 110,4	-1,6
. Résultat des exercices précédents	-6957,0	645,5	-109,3	0,0	0,0	-	(6 957,0)	645,5	-109,3
<b>IV. Normes prudentielles</b>	-	-	-	-	-	-	-	-	-
. Fonds propres de base (en MBIF)	181 241,5	196 386,8	8,4	20 278,3	23 862,4	17,7	201 519,8	220 249,2	9,3
. Fonds propres (en MBIF)	204 884,1	221 665,6	8,2	27 352,3	35 641,9	30,3	232 236,4	257 307,5	10,8
. Ratio de solvabilité de base (norme 10%)	18,1	19,7	8,8	20,9	22,1	5,7	18,3	20,0	9,3
. Ratio de solvabilité globale (norme 12%)	20,5	22,3	8,8	28,2	33,0	17,0	21,1	23,3	10,4
. Ratio de levier (norme 7%)	-	14,1	-	-	20,0	-	-	14,6	0,0
. Coefficient de liquidité en BIF (norme 20%)	31,3	42,6	36,1	-	-	-	31,3	42,6	36,1
. Coefficient de liquidité en devises (norme 20%)	95,6	106,4	11,3	-	-	-	95,6	106,4	11,3
. Rapport entre R.S et E.I. (norme 60%)	135,8	119,9	-11,7	274,8	258,6	-5,9	154,6	139,4	-9,8